

## éditorial

### Paradoxal paradoxe

*Paradoxe* : acte, pensée qui heurte le bon sens.  
*Sommeil paradoxal* : phase du sommeil correspondant aux périodes de rêve.

Trois observations. Elles mêlent présent et passé sur l'évolution et l'état de la société française quarante ans après Mai 68, dont le souvenir nous submerge, avec la publication, de plus d'une centaine de livres, dont un à la forme et la couleur d'un pavé !

Premier paradoxe de Mai 68 : le surgissement d'un mois de grand chavirement, " la chienlit ", pour reprendre le mot de De Gaulle, alors que venait de paraître dans *Le Monde*, fin 1967, un article de Pierre Viansson-Ponté au titre prémonitoire, "La France s'ennuie".

Avec, dans le désordre, 1936, la prise de la Bastille (" une révolte ? Non Sire, une révolution ! "), la Commune de Paris, Mai-Juin 68 reste la plus grande grève de l'histoire de France, ainsi mise aux arrêts.

Deuxième paradoxe, le grand chambardement de 1968 se produit dans une période de belle croissance économique, les fameuses " Trente glorieuses " (1945-1975), avec zéro chômage, et une grande production de richesses, même si leur fruit en est inégalement réparti.

On pourrait y lire l'imbrication et l'aboutissement en entonnoir de l'histoire de trois France. Celle issue de la Révolution et de l'Empire, chapeauté et symbolisée par le règne presque immuable du Code civil (1804). Celle de la IIIème République bourgeoise et radical-socialiste, elle qui, bien avant *La longue Marche* de Mao Ze Dong, sut encercler les villes réputées dangereuses par des campagnes politiquement sur-représentées. Enfin, la France de la marmite des " Trente glorieuses " bouillonnante d'industrialisation, de tertiairisation, d'urbanisation et d'exode rural, et qui continuait de mijoter dans ses habitudes et ses mœurs traditionnelles. Au mois de mai 1968, le couvercle de la marmite ne résiste pas à la pression du changement. Il saute, libérant la révolution des mœurs, des idées, des idéologies et les desirs des individus à la recherche de l'hédonisme.

Troisième paradoxe. Aujourd'hui la France ne s'ennuie peut-être pas, mais elle est inquiète. Morose, angoissée, elle est inquiète pour l'avenir de ses enfants et de son Ecole ; elle s'inquiète de la montée des prix, de la précarité et du chômage. Elle s'inquiète des effets de la mondialisation qui pousse à la compétition, aux crispations identitaires et à la tribalisation. Un peu comme, dans un tout autre contexte, à la fin des années 80, les années 1780...

Mais ne jouons pas les Cassandre, d'autant que l'histoire ne se répète jamais, même s'il lui arrive parfois de bafouiller.

Qu'est-ce qui nous fait rêver et à quoi rêvons-nous ? Ultime paradoxe. Nous sommes enlisés dans une démocratie participo-sondagièrre, sans parvenir à nous départir d'un sentiment d'impuissance, dans la somnolence d'un apparent sommeil paradoxal à peine troublé par quelques soubresauts inaboutis.

André Boudou (16/05/08) ■

## Encourager et valoriser l'expression des jeunes



Les jeunes doivent être appréhendés comme un enjeu de société et non assignés à n'importe quel essentialisme (ni délinquant, ni marginaux,...). Pour que les adolescents deviennent des citoyens autonomes, les adultes (parents, éducateurs, élus, institutions,...) ont le devoir de leur ouvrir des espaces publics d'expression, de les accompagner dans leurs projets individuels et collectifs, d'encourager leur expression (artistique, politique...).

Un beau chantier pour notre société vieillissante et angoissée. Lire pages 5 à 8...

### dans ce numéro :

■ Opinions : La citoyenneté : un droit ! ■ Déni démocratique ■ Débat : Permanence et actualité de l'éducation populaire ■ L'accompagnement éducatif en questions ■ Ecole : Sarkozy veut-il "évangéliser" les quartiers ? ■ Interview de Joelle Bordet : construire des solidarités politiques avec les jeunes des cités ■ Initiatives : "A l'école des écrivains : des mots partagés" ■ Un sentiment de liberté ■ La rime au coeur du quartier ■ Les chantiers d'expression "Demain en France" ■ La Jeune Pousse : un projet de coopérative d'habitants ■ Débat : Climat, des vérités qui dérangent ■ OGM partout... ■ Regard : de l'image et de la peinture ■ Agenda...

Vient de paraître...

Une démocratie asphyxiée

Après un an de présidence Sarkozy, la Ligue des Droits de l'Homme publie un état des lieux au titre sans ambiguïté : *Une démocratie asphyxiée* (Ed. La Découverte, mai 2008).

La LDH alerte en premier lieu sur l'« asphyxie de la démocratie » que provoque le présidentialisme de N. Sarkozy, auquel ne résiste aucune institution : ni le Gouvernement ni le Parlement ni la Justice. Elle met ensuite en garde contre le « tout sécuritaire », servi par une escalade législative, et contre la société du contrôle et de la surveillance qui tend à s'imposer, notamment à travers la multiplication et le croisement des fichiers sur les personnes. De même ne peut-on que s'alarmer d'un pouvoir prétendant définir l'identité nationale, sélectionner les immigrés (quitte à les soumettre à des tests ADN) et traquer les sans-papiers jusqu'à déclencher les pires drames humains.

La ségrégation s'exerce aussi sur le plan social, puisque la réforme des contrats de travail, l'émiettement des 35 heures dessinent le clivage entre une « France du mérite » et une autre « de la glandouille ». Enfin, l'exercice d'une diplomatie désinhibée (Libye, Chine, Russie...) accorde la prééminence à la valeur « contrat » au détriment des droits de l'Homme, alors que la secrétaire d'État aux droits de l'Homme est condamnée à jouer les utilités.

La fragmentation sociale que porte en germe la politique du nouveau pouvoir lance le défi de la construction de nouvelles solidarités.

Un bilan qui ne peut laisser indifférent.

www.ldh-france.org

Généralisé à tous les collèges lors de la prochaine rentrée, l'accompagnement éducatif suscite autant d'intérêts que d'interrogations.

# L'accompagnement éducatif : pour la réussite de tous ?



**B**ien qu'on puisse se demander avec quels moyens humains (11 200 postes d'enseignants supprimés), le Ministre de l'Education a confirmé la généralisation de l'accompagnement éducatif (AE)<sup>1</sup> à l'ensemble des collèges pour la rentrée 2008. En Haute-Garonne, ce dispositif, limité jusque-là aux collèges "Ambition réussite", devrait s'étendre aux 92 établissements du département. Mais que recouvre l'accompagnement éducatif ? Son objectif est "d'assurer en toute équité à chaque élève quel que soit son milieu familial l'encadrement de son travail personnel, l'épanouissement par la pratique du sport et l'ouverture au monde de l'art et de la culture, conditions nécessaires au bon déroulement de la scolarité" (1). Les élèves de tous les niveaux de classe doivent être volontaires. Cependant, ceux de 6e sont particulièrement visés. Cet

accompagnement doit contribuer à assurer les bases de leur réussite scolaire.

■ Trois types d'activités

Sur le terrain pédagogique, il se décline sous trois formes. Un temps d'aide aux devoirs et aux leçons : la forme "étude dirigée" est préconisée pour les élèves de 6e afin d'assurer apprentissages fondamentaux et méthodologiques. Pour les autres, il s'agit de leur offrir une aide différenciée, à travers une diversité d'activités. Ce travail doit être pris en charge par des enseignants "volontaires," avec le renfort d'assistants pédagogiques ou d'assistants d'éducation. Il percevront une rémunération sous la forme d'heures supplémentaires effectives (HSE). Un temps pour des activités sportives et un pour les pratiques artistiques et culturelles. Les premières s'appuieront sur les

associations locales ainsi que sur l'association sportive du collège. Les secondes sont envisagées de façon très ouverte, mais doivent déboucher sur "des réalisations concrètes par les élèves" et s'inscrire dans les "partenariats culturels locaux qui sont à poursuivre et à approfondir". L'accompagnement éducatif relève de la responsabilité des chefs d'établissements. Cette action doit être présentée au conseil d'administration et intégrée au projet d'établissement. La mise en oeuvre des trois types d'activités (études dirigées, pratiques culturelles et sportives) doit être souple. Mais il y a obligation que chaque élève ait bénéficié (au cours de l'année) d'activités dans "les trois domaines en fonction de [ses] besoins et de [ses] motivations". Une large information est préconisée, notamment auprès des familles, lesquelles doivent donner leur autorisation.

■ Des interrogations...

Les associations éducatives (Ligue de l'enseignement 31, AFEV, ...) trouvent globalement un intérêt à ce dispositif. Il a en effet le mérite de se pencher sur la question du soutien scolaire et d'apporter un premier niveau de réponse. "L'Etat réinvestit d'une certaine façon ce qui renvoyait au scandale des officines lucratives privées qui profitent du marché de l'angoisse scolaire", confie Thibault Renaudin, directeur de l'AFEV. En revanche, ces associations

complémentaires de l'école, réunies au sein de la JPA 31, pointent un certain nombre d'interrogations et d'effets pervers, inhérents au nouveau dispositif : "le risque de scolariser le hors temps scolaire", "la non coordination avec les autres interventions éducatives post et péri-scolaires (AS, CLAE...)", le risque d'une nouvelle forme de "garderie scolaire". "Le dispositif va-t-il réellement toucher les plus en difficulté, ou va-t-il renforcer un certain élitisme en classe, en faisant le (nouveau) programme avec ceux qui suivent et renvoyer les élèves les plus en difficulté aux temps d'AE ?", s'inquiètent-elles. Les associations éducatives s'interrogent aussi sur le "flou concernant les intervenants extérieurs : quelle garantie de laïcité ?, quels partenariats ?, quelle inscription dans les PEL ?"

Elles posent aussi la question de la formation des enseignants et des assistants d'éducation sur le tutorat et l'encadrement d'activités culturelles et sportives. Attachées à une "Ecole laïque de la réussite pour tous" et à "une éducation globale", les mouvements d'éducation populaire pensent que l'accompagnement éducatif va dans le bon sens. Mais ils ne manqueront pas d'interpeller l'Inspection académique sur les zones de flou qui entourent la mise en place du dispositif.

Ph. R. ■

(1) Circulaire du 13/07/07 et circulaire de rentrée 2008.

**enjeux 31** est édité par la Ligue de l'Enseignement de la Haute-Garonne - 31 rue des Amidonniers - 31 009 Toulouse cedex 6  
Tél. : 05 62 27 91 22 - Fax : 05 62 27 91 14  
email : [opinions-initiatives-fol31@laligue.org](mailto:opinions-initiatives-fol31@laligue.org)  
Site web : [www.ligue31.org/opin\\_ini/journal/enjeux.htm](http://www.ligue31.org/opin_ini/journal/enjeux.htm)

**Directeur de la publication :** André Boudou  
**Coordination et secrétariat de rédaction :** Philippe Rulié  
**Comité de rédaction :** Guillaume Agullo, André Boudou, Moncef Benouniche, Jean-Michel Ducomte, Jean-Louis Flous, Pierrette Fort, Hélios Gonzalo, Georges Mailhos, Jean-François Mignard, Rémy Pech, Olivier-Ronan Rivat, Philippe Rulié.  
**Ont collaboré à ce numéro :** Guillaume Agullo, Joelle Bordet, André Boudou, Anna Fisher, Elise Garat, Pierre-Yves Ginat, Hélios Gonzalo, Marie-Louise Gruel, Hervé Guégan, Daniel Halm, Arnaud Ingrand, Jean-François Mignard, Delphine Palao, Jeanne Perry, Emmanuel Robert, Philippe Rulié, Myriam Valton.  
**Conception Maquette :** Sonia Gilhodes  
**Crédits photographiques :** Arnaud Ingrand, Guy Jungblut.  
**Crédits dessins :** Plantu (DR).  
**Imprimerie :** Les Capitouls (Balma).ISSN : 11422734 - CPPAP : n° 71679 - Dépôt légal : Mai 2008.

**abonnement**

Nom & Prénom : .....

Adresse : .....

souscrit ..... abonnement(s) à enjeux 31 à compter du n°.....

Ci-joint mon règlement, soit ..... euros.

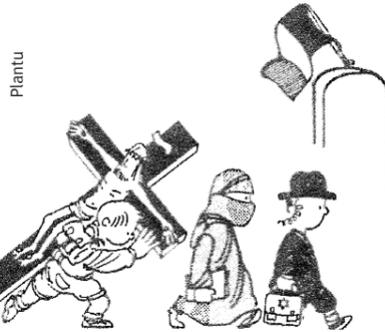
à retourner à **enjeux 31 - BP 10906 - 31009 Toulouse cedex 6**  
Tarifs à l'année : Adhérents Ligue : 8 euros - Tarif normal : 10 euros - Soutien : 15 euros.

## Ecole : Sarkozy prêt à "évangéliser" les quartiers populaires ?

**R**évéle par le site Mediapart<sup>1</sup>, (partenaire de la Ligue de l'enseignement) le projet d'un fonds spécifique destiné à encourager l'implantation de lycées privés catholiques dans les quartiers populaires interpelle les enseignants du public, et, au-delà, tous les citoyens attachés à la laïcité. Le gouvernement est, semble-t-il, prêt à déshabiller l'école publique pour mieux aider l'école privée à "évangéliser" les banlieues.

Une nouvelle qui pourrait bien rallumer la guerre scolaire. D'autant que ce projet sonne comme une véritable provocation en pleine mobilisation lycéenne et enseignante contre la suppression des 11 200 postes d'enseignants dans le public, notamment dans les ZEP. Il va également à l'encontre du principe selon lequel l'aide publique attribuée aux écoles privées ne peut augmenter que si celle accordée à l'école publique augmente, selon la règle coutumière des 80/20 (80 % au public et 20 % au privé).

Le projet est pourtant bien réel. Il attend dans les cartons depuis le plan "Espoir banlieues", qui prévoit d' "encourager la contribution de



Le traitement politique des inégalités sociales et territoriales se voit substitué un traitement religieux !

l'enseignement privé à l'égalité des chances"(et non des droits). Sachant que 80 à 90 % de l'enseignement privé est catholique, on comprend mieux les propos de Nicolas Sarkozy préférant le curé à l'instituteur. Le Chanoine de Saint Jean de Latran est en effet persuadé que l'enseignement privé catholique civilisera les "racailles" (selon une expression chère au chef de l'Etat). Mais les positions de Sarkozy sont connues depuis 2004, il les avait exprimées dans *la République, les Religions, l'Espérance...* Ainsi, le gouvernement voudrait voir

"cinquante nouvelles classes" de ce type en banlieue. Le traitement politique des inégalités sociales et territoriales se voit substitué un traitement religieux ! Le plan "espérance en dieu", conviendrait mieux qu' "Espoir banlieues".

Un plan inspiré par la très catholique Emmanuelle Mignon, conseillère du Président, auteure du fameux discours de Latran et des propos "malheureux" sur le "non-problème" des sectes. Dès 2006, lors d'une convention de l'UMP, elle plaiderait pour que les "familles de banlieue puissent bénéficier du savoir-faire des établissements catholiques et d'un vrai choix entre école privée et école publique".

Qui peut croire, à part le chef de l'Etat et quelques responsables religieux, qu'un retour à la confessionnalisation de l'école constitue une solution aux questions de déscolarisation, désocialisation, ségrégations et inégalités sociales ?

En faisant exploser la laïcité, cadre du vivre ensemble et de la liberté de conscience, Sarkozy et les siens prennent le risque de rouvrir la guerre scolaire.

Ph. R. ■

(1) www.mediapart.fr

Sixième campagne pour la participation des étrangers à la vie civique

## Même sol, mêmes droits, mêmes voix



Notre pays sera-t-il parmi les derniers à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux étrangers extra-communautaires, comme cela a été le cas pour le droit de vote des femmes ? Fondant leur choix sur le principe d'égalité entre toutes les personnes résidant légalement et participant à la vie économique et culturelle d'un pays, 17 Etats de

l'Union européenne (sur 27) accordent désormais ce droit aux résidents issus de pays hors UE. C'est le cas de l'Irlande (depuis 1965), de la Suède (depuis 1975), du Danemark (depuis 1981), des Pays-Bas (1985), pour n'évoquer que les pionniers. Dix pays dont la France, refusent toujours ce droit. Rappelons que depuis 1995, toute personne ayant la nationalité d'un

Etat de l'Union européenne peut voter et se présenter aux élections locales dans un autre pays de l'Union. Au nom de quoi un étranger résidant légalement dans un pays de l'UE serait-il exclu de ce droit ?

Souvent instrumentalisée en fonction du contexte politique du moment, cette question donne rarement lieu à des débats citoyens.

### ■ La citoyenneté, un droit !

Depuis 2002, trois collectifs (1) animés par la Ligue des droits de l'Homme et le Mrap posent la question du droit de vote et d'éligibilité des étrangers extra-communautaires dans notre pays.

Du 19 au 25 mai prochains, ils lancent un nouvel "appel à la votation citoyenne". "La votation citoyenne est une action nationale qui permet aux gens d'exprimer leur point de vue sur le droit de vote des résidents extra-communautaires vivant en France depuis plusieurs années", expliquent les responsables de la campagne. L'opération n'est pas un véritable référendum puisqu'elle ne s'inscrit pas dans un dispositif légal. Mais elle a pour vocation de provoquer le débat et de montrer aux politiques que "reconnaître ce droit c'est prendre acte d'une citoyenneté que ces personnes ne cessent d'affirmer par leur activité

quotidienne".

### ■ Des non-citoyens...

Les organisateurs rappellent également qu'en mai 2000, l'Assemblée nationale avait adopté en première lecture le droit de vote des étrangers aux élections municipales. Mais cette loi est restée bloquée au Sénat. Lors de l'élection présidentielle de 2002, les candidats s'étaient majoritairement prononcés pour cette réforme. Mais rien n'a bougé. Curieusement, le sujet a été complètement absent de la campagne présidentielle 2007. Pas assez assez

"vendeur" pour le marketing des partis politiques...

Les élections municipales de 2008 se sont donc déroulées sans que les étrangers non-

communautaires aient pu s'exprimer et peser réellement sur les choix politiques de la cité. Vivant majoritairement dans les quartiers populaires dit "sensibles", ils sont toujours considérés comme des non-citoyens.

La première façon de faire participer les habitants n'est-elle pas d'en faire des citoyens à part entière ? Le droit de vote des étrangers aux élections locales, n'est-il pas, aussi, un moyen pour remédier à la faible représentation politique de l'immigration en France ?

Ph. R. ■

(1) LDH : www.ldh-france.org

Retour sur les élections municipales

## Déni démocratique !



Merci à ceux qui ont voté pour ceux qui démissionnent. Parce que simplement battus, ils refusent d'assumer leur rôle d'opposant, dans la minorité.

Merci à ceux, "électeurs-citoyens" ou "citoyens-électeurs", qui ont fait campagne pour que leurs candidats soient élus et qui apprennent que ces mêmes candidats refusent de siéger dans l'opposition. Quel mépris pour les institutions et pour eux-mêmes, c'est un beau déni - triste - de démocratie ! D'autant que la démocratie, en général, ne fonctionne bien que s'il y a une majorité et une minorité, dont les débats et les ébats

permettent aux représentants-élus-du-peuple de confronter sur la place publique leurs points de vue concernant les choix de gestion de la cité.

Ceux qui refusent d'être dans la minorité, et ne daignent accepter d'être élus que s'ils appartiennent à la majorité, simplifient aussi leur travail d'élus, en particulier pour les comptes rendus réguliers de mandat qu'ils doivent à leurs mandants. Circulez, il n'y a plus rien à voir !

Il nous revient à ce propos quelques critiques de Mai 68 bien envoyées alors, à propos du fonctionnement de la démocratie bourgeoise.

Et ceci vaut hélas aussi bien pour des élus de gauche que pour des élus de droite. A Paris, des élus minoritaires, tête de liste comprise, ont annoncé leur démission. A Bordeaux, idem, mais dans l'autre camp, on décide de ne point siéger. Quel déshonneur, pensez-vous ! - que de respecter le résultat du scrutin et de s'y conformer ! Il est vrai que lorsqu'on occupe d'autres responsabilités électives (en Aquitaine par exemple), on peut se permettre de dédaigner un scrutin au résultat désagréable pour celui qui avait

Mais Toulouse n'est pas en reste. Que dire des transfuges d'une liste, passés de l'autre côté, et qui démocratiquement battus refuseraient de se conformer à la décision populaire ? Il est vrai que dans l'opposition au cours de la précédente législature, ils se retrouvent derechef opposants, tout en ayant changé de camp avant les élections.

Quel dommage ! Leur expérience d'opposant aurait pu s'en trouver affinée, renforcée et affirmée ! De vrais spécialistes, en quelque sorte, qui prennent le risque de manquer à la qualité de la vie démocratique !

Et nous ne dirons rien de ceux qui, élus dans une autre charge que celle qu'ils occupent au moment du vote, choisissent, après le scrutin, le mandat qui leur convient le mieux ! Cette pratique très, trop, courante ne contribue nullement à renforcer l'image de l'élus. Surtout ne pas prendre de risque avant le scrutin ! Que la démocratie est belle, quand elle est aussi pleinement assumée !

Il est opportun de citer Régis Debray, dans son dernier petit livre *L'obscénité démocratique*<sup>(1)</sup> : "Non ce n'est pas la démocratie qui est obscène ! C'est la scène républicaine qu'il faut sauver de l'obscénité."

André Boudou ■

(1) Editions Flammarion, 2007.

### La caravane des femmes pour l'égalité des droits

Du 22 au 29 mai 2008, une caravane venue du Sud parcourt la ville de Toulouse, sillonne ses quartiers à la rencontre des habitants. Rendez-vous sous une tente itinérante avec des femmes et des hommes qui militent en Algérie, au Maroc et en Tunisie pour l'égalité des droits.

Cette caravane est une invitation à la citoyenneté, à l'échange et au partage, avec des informations et des conseils juridiques sur les droits des femmes et de la famille, des débats, des rencontres scolaires, des concerts, du théâtre, des expositions, et aussi de la convivialité autour d'un thé à la menthe (sous la tente caïdale) !

La caravane s'arrêtera pour une journée dans les quartiers : Bagatelle-Faourette (22 et 23/05), Reynerie-Belle-Fontaine (24/05), Amaud Bernard (le 25/05), Amoureux Soupéard, (le 27/05), Quartier Nord et Muret (le 28/05), Empalot (29/05)

Une initiative des associations Circuits Jeunes, Club Europe Maghreb, Karavan, Maison de quartier de Bagatelle, Partage, les associations et les habitants des quartiers, la Ligue démocratique pour le droit des femmes au Maroc.

### La pauvreté s'accroît en France, affirme l'Observatoire national de la pauvreté

"La diminution du taux de pauvreté monétaire, entamée à la fin des années 1990, s'est interrompue depuis 2002." L'augmentation récente de l'indicateur qui rend compte de l'intensité de la pauvreté montre une accentuation de la pauvreté affirme le rapport 2008 de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion.

Le taux de renoncement aux soins augmente depuis 2002 (de 11 à 13% de la population). Le nombre de jeunes sortant prématurément du système éducatif ne diminue plus. Le taux de demandes de logement social non satisfaites est très important (46%)

Enfin l'observatoire signale que "les situations de pauvreté sont très inégalement réparties sur le territoire". Le taux de pauvreté varie du simple au double entre l'ouest francilien et le Languedoc ou le Nord.

### Vigilance

#### Auchan : le nouveau soutien de la Fondation Lejeune

Depuis le 26 avril, à l'occasion de la journée nationale au profit de la recherche sur la trisomie, la Fondation Lejeune et les supermarchés Auchan s'associent pour collecter des fonds. Une belle cause non ?

Alors, pourquoi s'alarmer ? Un petit rappel s'impose : la Fondation Lejeune porte le nom de son créateur, le Dr Jérôme Lejeune, opposant acharné au droit à l'avortement et adepte des "messes pour la vie" sur son site Internet... Sa fondation sera présente sur les parking de 21 hypermarchés Auchan. En collaboration avec la Fédération française des véhicules d'époque, elle proposera pour 5 euros une promenade dans l'une des voitures anciennes prêtées par des collectionneurs. Les sommes collectées seront entièrement reversées à la fondation. L'opération se déroule dans une vingtaine de villes... dont Toulouse. Vous êtes informés...

Rendez-vous

2ème Assises Eurorégionales de la Vie Associative

le samedi 7 juin 2008 à 9h30  
Organisées par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA) à l'Hôtel de Région, 22, boulevard du Maréchal Juin - 31400 Toulouse  
10h Film - présentation de l'Eurorégion  
10h30 Conférence : Le développement durable, pour une nouvelle gouvernance dans les territoires, par Hélène COMBE, Déléguée générale de l'Observatoire de la Décision Publique.  
11h30 Table ronde : Europe et associations, le rôle des associations dans la construction d'une Europe citoyenne et d'une Europe sociale  
15h00 atelier 1 : Développement de la citoyenneté dans les territoires, piloté par La Catalogne  
atelier 2 : Participation des associations dans la vie publique, piloté par Les Baléares.  
atelier 3 : Place des femmes et des jeunes dans le développement de la vie associative dans l'espace Euro-Méditerranéen piloté par Languedoc-Roussillon  
atelier 4 : Projets transfrontaliers (mobilité et échanges) piloté par la région Midi-Pyrénées.  
17h Forum des associations : stands thématiques (lieu d'échange, d'information, de recherche de partenariat et de valorisation des expériences)  
18h30 Synthèse des ateliers  
19h Conclusion  
[www.midipyrenees.fr/](http://www.midipyrenees.fr/)

"Fête du sport en famille"

Le 4 octobre au Domaine d'Ariane (Mondonville).  
Dans le cadre de la journée "Fête du Sport en Famille", coordonnée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, le Comité Départemental UFOLEP 31 reconduit la manifestation organisée l'an passé et qui avait accueilli, de 10h à 17h plus de 450 personnes (parents et enfants) lors de séances d'initiations et de démonstrations d'activités sportives diverses.  
Cette année, toute la journée du 4 octobre 2008 permettra, à partir de 10h, à plus de 600 personnes de participer à de nouvelles activités pour toute la famille dans le Domaine d'Ariane à Mondonville (Haute Garonne) : sports collectifs, gymnastique et GRS, foot, badminton, basket, futsal, rugby éducatif, sports individuels, modélisme naval, aéromodélisme, gymnastique, GRS, judo, arts martiaux, tir à l'arc, mini-motos, bike trial, balade à vélo... Les jeunes, encadrés par leurs seniors, profiteront aussi d'un cadre plein air exceptionnel pour vivre des situations nouvelles d'activités physiques animées par des éducateurs de haut niveau de nos associations, expérimentés, mettant leurs compétences au service des autres.  
François Duché, Albert Benayoun UFOLEP 31 : tél. 05.62.27.91.12

Entre don et engagement : mieux comprendre le bénévolat

Le 16 octobre à 18h30 à la Ligue de l'enseignement, 31 bis, rue des Amidonniers à Toulouse.  
Rencontre avec Christophe Pacific, Philosophe et cadre de santé.  
Il s'exprimera sur la notion de don., abordera les concepts de bénévolat, de citoyenneté et d'engagement. Sont-ils un pansement ou un mécanisme nécessaire à l'éthique de la cité ? L'action solidaire transforme-t-elle l'utopie en réalité possible et accessible ?  
Inscriptions auprès du CRAJEP Midi-Pyrénées : Tél. 05 34 56 46 84 - [contact@crajemp.org](mailto:contact@crajemp.org)

Pour ses 10 ans, le CRAJEP Midi-Pyrénées a demandé à Philippe Deplanque, Président du CNAJEP, de dresser un tableau du rôle et des enjeux de l'éducation populaire aujourd'hui.

Permanence et actualité de l'Education Populaire



Pour ses 10 ans, le CRAJEP Midi-Pyrénées (Comité régional des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire)<sup>1</sup> a convié, le 27/03/08 à la Ligue de l'enseignement 31, Philippe Deplanque, président du CNAJEP<sup>2</sup> pour débattre de "la permanence et de l'actualité de l'Education Populaire". Celui-ci nous a livré sa vision de la place, du rôle et des enjeux de l'éducation populaire aujourd'hui. Interview.

Enjeux 31 : Un peu de pédagogie : **peux-tu nous dresser un portrait de l'éducation populaire et nous préciser ce qui la caractérise ?**

Depuis le milieu du XIXe siècle, l'Education Populaire constitue un projet visant l'implication de tous dans l'espace public par la mise en oeuvre d'actions favorisant une émancipation individuelle et collective. C'est une démarche volontariste et assumée, dont on peut préciser 7 caractéristiques :

- sa dimension éducative, qui a vocation à s'adresser à tous ;
  - son action éducative qui se fonde sur des pratiques actives basées sur l'implication des participants (l'apprentissage de la citoyenneté comprend l'exercice de la citoyenneté) ;
  - son lien étroit avec l'éducation formelle, parce qu'elle renvoie les personnes à leurs capacités, parce qu'elle est complémentaire de l'Education Nationale.
- L'éducation populaire permet la construction d'un regard critique sur la

société, favorise la construction d'une intelligence collective par l'expression des accords et désaccords. Elle favorise aussi l'essai, l'expérimentation et s'inscrit dans une dynamique de transformation sociale, voire sociétale. Enfin, elle permet la formation de citoyens actifs, en formant simultanément l'individu et le citoyen.

Pour compléter cette définition, il est important de rappeler que l'EP est une démarche qui a besoin d'autonomie et qui doit le revendiquer. Parce qu'elle est attachée à la liberté d'association, pour les échanges et l'implication qu'elle permet, pour le fonctionnement en réseau. Parce qu'elle est inscrite dans l'économie sociale en n'étant pas neutre dans le paysage économique, car elle refuse de s'enfermer dans des rapports marchands. Je crois aussi qu'il est toujours pertinent de lier jeunesse et éducation populaire (EP).

**L'Education Populaire constitue un projet visant l'implication de tous dans l'espace public...**

**Quelles sont les principales difficultés ou tensions (internes ou liées au contexte) auxquelles est confrontée l'EP ?**

- Nos mouvements doivent en effet répondre à un certain nombre de questions ou de difficultés, qui sont autant de défis à relever :
- qu'en est-il du réel accès de tous aux savoirs ?
  - des difficultés objectives à mettre en oeuvre des pratiques participatives, entre autres parce que souvent on agit dans un temps contraint, voire dans l'urgence ; bien qu'affirmée, il n'y a pas

toujours une réelle confiance dans la capacité des personnes. On a peut-être parfois trop tendance à favoriser le projet éducatif au détriment du projet associatif, qui permet (entre autres) la participation ;

- comment se positionner dans un environnement de compétition ? Les contraintes financières ré-interrogent le mode de gouvernance actuel ;
- l'action de l'EP produit parfois de l'exclusion, des inégalités que d'autres acteurs associatifs (hors EP) doivent à leur tour prendre en compte ;
- l'EP connaît des difficultés à trouver des postures par rapport aux publics en difficultés, notamment à créer un va et vient avec le public (développement de services éducatifs) ;
- les actions proposées par nos mouvements provoquent parfois des phénomènes d'individuation qui amènent une émancipation plus individuelle que collective ;
- dimension démocratique : plus de discussion que de débat, faible capacité à créer du rapport de forces, difficulté à se positionner par rapport au politique (surtout lorsqu'on entretient une trop forte dépendance financière à son égard) ;
- difficultés à associer et fédérer : l'agrément permet le repérage par les pouvoirs publics mais ne suffit pas, quid des autres familles associatives (sport, culture, syndicats...), au sein la CPCA<sup>3</sup> beaucoup mettent en cause l'existence du secteur Jeunesse et EP, la pratique de l'EP est différente de l'association d'EP ;
- difficultés à gérer des volontés diverses : salariés, volontaires, bénévoles. Il faut se recentrer sur le militantisme ;
- capacité à évoluer en même temps que la société, par rapport aux publics, à l'organisation sociale et aux formes d'engagement ;
- l'évaluation et la lisibilité de nos actions sont loin d'être des points forts. Nous devons donc encore affiner nos positionnements :
- par rapport au secteur marchand : les contraintes et règles du marché, la relation aux bénéficiaires (clients, usagers, consommateurs (quel(s) terme(s) ?), profit et rentabilité, ne doivent pas nous faire perdre de vue notre mission d'éducation populaire. Il est

important d'expliquer que nous relevons des pratiques et des valeurs de l'économie sociale et solidaire ;

- par rapport à la puissance publique (locale, nationale, internationale) : attention à la dépendance financière et au risque d'instrumentalisation. Nos mouvements d'EP doivent passer de la dépendance à la co-production, et se positionner comme partenaires des pouvoirs publics (et non seulement comme des prestataires). Il est tout à fait possible de gérer sans passer par un appel d'offre (convention et subvention). Nous devons renouer avec les logiques de projets. L'Education est un bien commun !

Par rapport à l'environnement associatif, nous devons être en mesure de tenir notre rôle, de privilégier la complémentarité à la concurrence, et de nous organiser (le CNAJEP tenait auparavant le rôle qu'a pris la CPCA...).

**Nous devons renouer avec les logiques de projets. L'Education est un bien commun !**

**L'éducation populaire est-elle toujours en phase avec la société ? Quels sont ses principaux défis ?**

L'EP est riche, multiple et toujours actuelle par rapport aux questions de société. Elle s'est toujours inscrite dans les vides de la société et ceux laissés par les pouvoirs publics.

L'éducation populaire doit, me semble-t-il relever trois défis contemporains. Le premier est d'appréhender davantage la sphère médiatique (réfléchir à l'influence des médias, s'outiller pour répondre aux défis des nouvelles technologies de la communication, renforcer l'éducation au médias).

Le second réside dans une meilleure appréhension du monde globalisé. Pour influencer et ne plus subir, nous devons travailler davantage la prospective et reprendre un temps d'avance sur l'environnement.

Enfin, il est indispensable d'agir localement, de rester connecté aux différents territoires, de promouvoir la concertation entre les acteurs territoriaux.

**recueilli par F. M. & Ph. R. ■**

(1) site : [www.crajemp.org](http://www.crajemp.org)  
(2) Comité National des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire..  
(3) Conférence Permanente des Coordinations associatives ([www.cPCA.asso.fr](http://www.cPCA.asso.fr)).

Les élections municipales maintenant

passées, les équipes s'organisent et s'installent autour d'un projet qu'elles ont construit, présenté et amendé au fur et à mesure de son élaboration, et qui a obtenu une majorité de suffrages. Au cours de l'écriture et de la présentation du projet, ce temps que l'on nomme campagne électorale, les citoyens, ceux qui se sentent concernés, ont essayé de comprendre, de donner leur avis, de participer... Puis le jour du vote est arrivé pour que chacun puisse soutenir une équipe et son projet, et ainsi se situer du côté de la majorité ou de la minorité. Cette notion, cet aspect arithmétique de majorité et de minorité, qui est aussi une confrontation politique, va demeurer au sein des conseils. Les électeurs, ceux qui ne sont pas devenus des élus, vont-ils garder durablement l'idée de majorité et de minorité, ou vont-ils s'en soustraire pour redevenir des citoyens ? Cela ne veut pas dire qu'ils abandonne-

Municipales : Poursuivons, mais ensemble !

ront le projet qu'ils ont soutenu, pour lequel ils ont milité parfois, mais simplement cela suppose que l'on est arrivé à une autre phase, un autre temps, celui de l'action. Alors (reste à) poser la question qui consiste à définir l'action possible des citoyens ; ces citoyens qui font confiance à une équipe et à leur projet mais qui pour autant ne leur ont pas accordé un blanc-seing. Les citoyens savent néanmoins que les élus doivent avoir le temps et le courage politique d'appliquer ce qu'ils ont promis, et savent aussi que la légitimité revient à ceux que le suffrage universel a désigné. Quelle est alors leur place dans le dispositif pour rester des actifs dans leur ville sans être des censeurs ?



la ville dans ses diversités

La première chose à faire est d'être attentif à la réalisation des projets. Projets qui devront se transformer en programme qui eux-mêmes nécessiteront des évaluations collectives. Car le monde qui nous entoure est un mouvement perpétuel et rapide ce qui suppose des ajustement et quelquefois des modifications de démarches pour atteindre les objectifs prévus. Les citoyens doivent pouvoir le dire. Etant donné qu'il est difficile de se faire entendre quand on est isolé, même si les moyens modernes de communication permettent de donner des avis, il revient aux élus eux-mêmes d'organiser, de construire le processus de représentation des citoyens. Une représentation

qui soit le reflet de la ville dans ses diversités et donc dans sa richesse.

N'est-ce pas le sens de la démocratie participative ?

Il ne s'agit pas de réinventer " l'eau chaude " chaque jour. A côtés des Conseils régionaux, la loi a institué des Conseils Economiques et Sociaux Régionaux, qui sont de bons instruments de participation.

Ainsi les outils existent et peuvent être adaptés à ce qu'est une ville pour que ses habitants se sentent écoutés, utiles au travers d'une structure qui puisse être saisie pour donner son avis ou auto-saisie pour faire des propositions... D'une façon ou d'une autre, la vie politique poursuit son chemin après l'élection avec ses différents acteurs, les élus et tous les autres. Chacun à leur place, chacun devant leur responsabilité, tous doivent s'engager dans une démarche active et complémentaire pour engendrer ainsi les meilleures conditions de la réussite.

**Hélios Gonzalo ■**

Dans son dernier ouvrage<sup>1</sup> la psychosociologue Joelle Bordet, prend le contre-pied des logiques sécuritaires. Doit-on se résigner à ces expédients qui font des jeunes des quartiers populaires et de leur famille des "cas" en niant leurs capacités à devenir adultes et citoyens ? Elle invite les acteurs de la société à faire grandir les enfants et les jeunes des cités en construisant des solidarités politiques entre les adultes et les institutions. Interview.

# Renouer des solidarités



**Enjeux 31 : Joëlle Bordet, venez de publier *Oui à une société avec les jeunes des cités, pourquoi avoir écrit ce livre ?***

**Joëlle Bordet :** J'ai commencé à l'écrire en 2002. Un certain nombre de lignes de force m'inquiétaient à l'époque et se confirment aujourd'hui. Tout d'abord, la dérive technocratique de la politique de la ville. La logique qui prévaut actuellement n'est plus à l'origine du développement social urbain. Elle ne s'appuie plus sur la mobilisation des habitants au sein de leur quartier et sur l'idée qu'on ne peut pas faire de développement sans participation et présence active des habitants. J'estime que l'on a fait un procès injuste à la politique de la ville, car elle ne pouvait à elle seule régler tous les problèmes, en particulier celui du chômage. Une véritable politique interministérielle aurait sans doute été plus efficace. Un autre phénomène m'inquiétait déjà beaucoup en 2002, c'est le changement des mentalités par rapport à la jeunesse et le paradigme de la sécurité. Face aux logiques sécuritaires, doit-on se résigner à ces expédients qui font de ces jeunes et de leur famille des "cas", en niant leurs capacités à devenir adultes et citoyens ? Je ne le crois pas. Il ne s'agit pas de nier les problèmes de sécurité dans les quartiers, mais je trouve que la façon dont on parle des jeunes depuis 2002 se fait beaucoup trop systématiquement à travers le prisme de l'insécurité et de la délinquance. Je me suis dit qu'il était temps de s'interroger sur : comment fait-on, dans la société française, pour dépasser ce risque technico-sécuritaire ? Comment peut-on faire aujourd'hui pour valoriser les points d'appui de la politique de la ville ? Comment aller plus loin pour endiguer la spirale sécuritaire et retrouver des solidarités ? Ce que j'appelle les solidarités anthropologiques avec les habitants et particulièrement avec les jeunes.

**C'est un livre avec un fond optimiste, qui postule que nous avons des ressources pour être**

**solidaires avec les jeunes. Quelles sont ces ressources dont nous disposons aujourd'hui ?**

Pour répondre, je voudrais évoquer l'autre événement déclencheur de cet ouvrage. Il s'agit d'une expérience professionnelle que j'ai vécue en 1996 au Burundi auprès des rescapés du génocide, mais aussi de jeunes qui ont participé aux massacres. On ne peut pas trouver situation plus difficile. C'est à cette occasion que j'ai pris conscience de ce qu'était la solidarité anthropologique. L'état d'esprit du travail entrepris avec

**"...appréhender les jeunes, (...) comme un enjeu de société."**

les éducateurs et journalistes burundais, n'était pas "on est là pour aider ces jeunes", mais plutôt "on a besoin que ces jeunes aillent bien pour refaire société." Au moment du bilan de cette mission, une jeune journaliste a pris la parole pour dire : "j'ai compris que ces jeunes ne sont ni des misérables, ni des délinquants, mais un enjeu patriotique". Et là, je me suis dit, "si nous étions capables, en France, d'appréhender les jeunes, ni comme des victimes à aider, ni comme des personnes à condamner, mais comme un enjeu de société." L'enjeu véritable, c'est qu'ils deviennent des citoyens autonomes, c'est construire des rapports de confiance. Cela suppose de les reconnaître comme acteurs de la société.

Cette réflexion m'a amené à travailler le concept de solidarité politique à partir des thèses d'Anna Arendt. Dans ses recherches sur la République et la citoyenneté, elle oppose le concept de *solidarité politique* à la *solidarité caritative* qui "fait pour l'Autre". La notion de solidarité politique implique de laisser "une place à l'Autre", de le laisser penser et agir par lui-même et de faire avec lui. C'est le "vivre ensemble politique". Ce qui veut dire qu'aujourd'hui, cette manière de poser la question serait une manière de

résister à ce à quoi on est confronté : la violence, le sécuritaire,...

L'autre enjeu anthropologique, c'est comment faire grandir les enfants ? Si une société n'est plus capable d'être solidaire pour faire grandir ses enfants, tous ses enfants, d'assumer son devoir anthropologique de protéger, nourrir, soigner, éduquer, elle devient mortifère. Lutter contre le mortifère, c'est reconnaître qu'il y a des permanences anthropologiques qu'il faut tenir ensemble.

**Où situez-vous le mortifère aujourd'hui dans notre société ?**

Je crois que le mortifère aujourd'hui est lié à l'abstraction technocratique, qui fait qu'on ne reconnaît plus assez les fonctions anthropologiques, et que l'on renvoie tout le temps les familles à leur "démission" supposée. Je viens de terminer une étude auprès d'une quarantaine de familles africaines qui sont en grande difficulté de statut social. Ces familles font des efforts formidables pour tenir l'anthropologique : leurs enfants arrivent propres et à l'heure à l'école, alors qu'ils vivent à 20 dans 50 m<sup>2</sup>. ... Aujourd'hui, nous avons le devoir de tisser du lien de solidarité (au sens politique) avec les personnes les plus fragiles du point de vue du statut social (et plus seulement de la condition sociale de classe), et du point de vue juridique. Comment fait-on pour exister ensemble et tenir ensemble la fonction anthropologique de faire grandir nos enfants ?

Les premiers à tenir cette fonction anthropologique, ce sont les parents. Et la question est de savoir comment mettre en œuvre une vraie coéducation. C'est à dire comment est-on solidaires des conditions dans lesquelles vivent les parents, pour pouvoir faire qu'ensemble, on

**le mortifère aujourd'hui est lié à l'abstraction technocratique, qui fait qu'on ne reconnaît plus assez les fonctions anthropologiques...**

tienne cette question anthropologique. Cette question n'est donc pas réservée aux seuls parents, mais s'adresse à l'ensemble de la société : enseignants, éducateurs, élus, institutions, ... C'est notre rôle d'établir ce lien entre l'anthropologie parentale et la question de la société. Mais si la société ne reconnaît pas sa propre responsabilité anthropologique, c'est difficile pour les enseignants et les éducateurs.

**Et donc, résister aujourd'hui, ça passe par quoi ?**  
Il faut d'abord repérer, aujourd'hui, les points d'appui de la solidarité

anthropologique. Le premier point d'appui, qui constitue le cadre du vivre ensemble, qui nous a appris à faire société, c'est la laïcité. Je pense qu'il ne faut pas la réduire à sa dimension fonctionnelle, mais aussi rappeler sa dimension politique. Ce projet politique est l'aspiration au vivre ensemble et c'est la spiritualité humaniste qui permet de tenir ensemble pour faire société. Les attaques du pouvoir actuel envers la laïcité, qui voudrait la réduire à son aspect fonctionnaliste, qui serait complémentaire de la transcendance religieuse, me paraissent très dangereuses. Il est très important de maintenir la laïcité à la fois comme une fonction tiers et comme participant de la spiritualité de l'homme (l'homme dans son rapport à son environnement).

**une ambition collective mettant en relation les rôles respectifs de la famille, de l'école, de la justice et de la culture**

L'autre point d'appui sur lequel il faut tenir et travailler, c'est la question de la citoyenneté, la question du statut national, l'affirmation qu'il n'y a pas de sous-citoyens en France. Faire en sorte que le message de la République d'une citoyenneté dans les faits, sans accepter les statuts intermédiaires ou de relégation, qui seraient dévolues aux populations issues de l'immigration.

Le troisième point d'appui qu'il faut absolument valoriser, c'est tout ce que l'on a appris en terme d'expérience et de savoir-faire au niveau territorial : les pratiques de coopération et de coéducations (enseignants, animateurs, éducateurs, agents territoriaux... avec les jeunes et les familles). C'est aussi en tenant le quotidien avec les gens que ça prend sens. Construire les conditions de l'expérience, encourager les espaces de débat, d'expérimentations, de prise de responsabilité des jeunes et des familles... Parce que la laïcité, la citoyenneté, si elles ne sont pas vécues au quotidien, dans des combats, même modestes, mais qui sont essentiels. Pour moi, c'est aussi ça inventer un nouveau monde aujourd'hui. C'est être capable de tenir ensemble des enjeux au quotidien et d'en faire un sens politique. Ce projet éducatif, expérimenté de façon parcelle dans certaines villes, suppose une ambition collective mettant en relation les rôles respectifs de la famille, de l'école, de la justice et de la culture. Ainsi pourront se retisser des solidarités qui donneront aux jeunes des quartiers le désir et le pouvoir de devenir citoyens.

**recueilli par**  
**Jean-François Mignard**

(1) *Oui à une société avec les jeunes des cités*, Editions de l'Atelier, Editions Ouvrières.

Joëlle Bordet est psychosociologue et chercheur au CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment).

## Parutions

### Diasporiques, la revue des cultures en mouvement

Avec le soutien de la *Ligue de l'Enseignement*, la revue *Diasporiques* élargit aujourd'hui son champ d'intervention. Elle entend traiter de toutes les cultures en tant qu'éléments fondateurs d'un authentique projet politique progressiste - le mot "cultures" étant pris au sens large, incluant les modes de vie des collectivités humaines et leurs représentations.

Le nouveau sur-titre de la revue, "Cultures en mouvement", renvoie non seulement à la diversité des cultures constitutives de notre pays et à celle, plus grande encore, du continent européen. Et ce dans une perspective dynamique, évolutive, laissant la part belle aux échanges et aux possibilités de métissage.

Les "diasporas" constituent, de ce point de vue, des entités particulièrement intéressantes, à condition qu'on comprenne ce mot comme évoquant essentiellement la diffusion de cultures spécifiques au sein de populations porteuses d'une multiplicité de cultures différentes. Certaines diasporas sont aisément identifiables, l'histoire les ayant plus fortement individualisées. Tel est le cas de la diaspora juive, dont nous ne perdrons pas de vue le caractère paradigmatique, ou encore celui des diasporas arménienne ou chinoise. Cependant le processus diasporique est désormais sinon la règle du moins d'une extrême généralité. De plus en plus nombreux sont en effet ceux de nos concitoyens qui ne vivent pas sur la terre de leurs ancêtres : ils sont les héritiers et les passeurs potentiels de cultures désormais pour partie "hors sol".

Et ce phénomène ne peut que s'accroître avec le développement de la mondialisation et de l'interpénétration des peuples et des cultures qu'elle induit.

Le numéro 1 nouvelle série est sorti le 28 mars 2008.

**S'abonner : Diasporiques, Ligue de l'Enseignement, 3 rue Récamier, 75007 Paris.**  
**Site : [www.diasporiques.org](http://www.diasporiques.org)**

## Livre

### Les mots de la colonisation

De Sophie DULUCQ, Jean-François KLEIN, Benjamin STORA, - Presse Universitaires du Mirail (Toulouse), avril 2008.

Cet ouvrage est centré sur la colonisation des 19e et 20e siècles, qui a façonné la France contemporaine et sa relation à de nombreux pays du Sud. L'étude des discours constitue une entrée privilégiée dans la compréhension de ce passé tumultueux. À travers l'analyse d'une centaine de mots - ceux des colonisateurs comme ceux des colonisés, mots de l'historiographie spécialisée, aussi -, où se côtoient bled et brousse, nègre et néocolonialisme, opium et otages, ce kaléidoscope linguistique veut permettre au lecteur d'appréhender la variété et la complexité des situations coloniales. Fruit de la collaboration d'une quarantaine d'historiens, cet ouvrage a été co-dirigé par Sophie DULUCQ, Professeure à l'Université de Toulouse-Le Mirail, Jean-François KLEIN, Maître de Conférences à l'INALCO et Benjamin STORA, Professeur à l'INALCO ; ils sont respectivement historiens de l'Afrique coloniale, de l'Indochine et du Maghreb.

Rendez-vous

**Marathon des Mots**

Le 14 juin, les élèves de l'atelier d'écriture du collège Lalande (lire p.6 & 7) participeront au *Marathon des mots* à Toulouse. Cette grande manifestation, organisée par Olivier Poivre d'Arvor, rend hommage à la lecture et invite de nombreux comédiens à lire des textes dans divers lieux de la ville rose. A cette occasion, les élèves liront le début du roman de l'auteur, suivi de leurs propres productions. Ils partageront également ce moment privilégié avec les collégiens de Graulhet, qui se livreront à ce même exercice de lecture suite à leur travail sur *La Cliente*, roman de Pierre Assouline.

**Fête " du jeu au nous "**

Samedi 31 de 14h à 17h au Parc de la Patte d'oie (Toulouse-métro ligne A, arrêt Patte d'Oie). Organisée par les 21 Centres de Loisirs Associés à l'Ecole de la coordination éducation populaire (Ligue de l'enseignement 31, Francas 31 et Léo Lagrange 31), cette fête est l'occasion pour les enfants de présenter leurs réalisations artistiques, pour les parents de pratiquer des activités ludiques avec leurs enfants et de rencontrer les équipes d'animation, pour les animateurs de rencontrer leurs collègues des autres CLAE. L'accès à la fête est gratuit.

**A savoir...**

**A l'école des écrivains dans une trentaine de collèges**

Lancée en décembre par le Ministère de l'Education, l'opération "A l'école des écrivains. Des mots partagés", propose à une trentaine d'écrivains de se rendre à trois reprises dans des collèges appartenant au réseau *Ambition réussite* afin de parler de leurs livres, d'animer des ateliers d'écriture et de montrer la capacité de la littérature à changer la vie. La démarche fait l'objet d'une large coopération avec la *Ligue de l'enseignement*, la *Caisse des dépôts* et le ministère de la Culture. Le projet est relayé sur le site Internet de France 5 ([www.curiosphere.tv](http://www.curiosphere.tv)). Au programme : Olivier Poivre d'Arvor à Toulouse au collège Lalande, Didier Daeninckx à Bobigny, Daniel Picouly à Nancy, ou encore Yasmina Khadra du côté de Marseille...

**Formation**

**Littérature et adolescents : un ailleurs pour se construire**

le 9 octobre 2008, à la Médiathèque José Cabanis (Toulouse). Journée d'étude organisée par le Conseil régional des lettres (CRL). 9h : Accueil  
9h30 : Ouverture  
10h : Regards croisés sur les enjeux de la lecture : quand la lecture participe à la construction du sujet. Questions et débat.  
12h : Visite de l'espace Intermezzo dédié aux adolescents.  
14h : La littérature contemporaine et les adolescents. Quelle offre, quelle réception, quelles médiations ?  
Rens. et inscription au CRL : Tél.: 05.34.44.50.20 [www.crl.midipyrenees.fr](http://www.crl.midipyrenees.fr)

Deux classes du collège Lalande (Toulouse) participent à un atelier d'écriture avec Olivier Poivre d'Arvor sur le thème de Lawrence d'Arabie. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'opération "A l'école des écrivains...", lancée au mois de décembre par l'Education nationale, la *Ligue de l'enseignement* et la *Caisse des dépôts*. Deux enseignantes reviennent sur cette expérience enrichissante et valorisante.

# Des mots partagés...



Les élèves ont pu poser leurs questions sur les thèmes du livre, les choix d'écriture et le métier d'écrivain...

Deux classes du collège Lalande de Toulouse, la 4ème 5 et la 3ème 4, ont participé conjointement à l'opération "A l'école des écrivains, des mots partagés". Pour nos élèves qui présentent souvent de grandes difficultés en français, cette aventure a été l'occasion d'entrer dans le monde du livre, de s'impliquer dans un projet enthousiasmant, de partager des moments privilégiés avec un écrivain et de progresser dans l'écriture. Lors de notre rencontre avec Olivier Poivre d'Arvor au Ministère, nous avons choisi de travailler autour de son roman *Disparaître*. Il s'agit d'un récit autour de la légende de Lawrence d'Arabie et des circonstances mystérieuses de sa mort. Le public visé par ce roman est un public adulte, qui connaît le personnage de Lawrence d'Arabie. De plus, le lecteur de *Disparaître* doit être capable de repérer les différentes voix narratives de ce récit complexe. Très vite, nous avons donc été confrontés au défi suivant : comment amener le maximum d'élèves à entrer dans la lecture et à lire le roman dans son intégralité ?

**Cinq objectifs**

- lire de manière intégrale un roman et développer l'autonomie des élèves dans leur lecture.
- comprendre les thèmes, et les stratégies narratives du roman, autour de la reconstruction de la légende de Lawrence d'Arabie.
- réinvestir la lecture et les travaux de recherche lors des ateliers d'écriture.
- publier le recueil de textes en impliquant les élèves dans les choix éditoriaux.
- mettre en voix les créations devant un public à l'occasion du *Marathon des Mots*.

D'où le travail mené pour accompagner la lecture des élèves :  
- la lecture a été abordée comme une enquête : chaque élève est devenu un détective chargé de relever des indices. Dans ce cadre, chaque classe a rédigé et transmis à l'autre classe des "rapports d'enquête" sur des parcours de lecture différents.  
- pour aider et motiver les élèves à poursuivre leur lecture, la préparation d'un "trivial poursuit" a été mise en place :

- chaque élève a dû préparer ses propres cartes de questions et les deux classes se sont affrontées lors d'une partie.
- en parallèle, les élèves ont effectué des recherches sur l'auteur et sur le héros du roman, Lawrence d'Arabie, afin d'éclairer l'arrière-plan historique et culturel du roman.
- nous avons également comparé la structure du roman avec le film de David Lean : visionnage de séquences clés et étude des approches différentes de Lean et d'Olivier et Patrick Poivre d'Arvor sur la vie, la légende et la mort de Lawrence d'Arabie.
- tout au long de cette étude, chaque classe s'est appropriée un cahier destiné à recueillir les questions à poser à l'écrivain lors de sa venue au collège. Ce cahier a aussi permis de mobiliser et de fédérer chaque classe autour du projet.

**Première rencontre avec l'auteur**

La première rencontre avec Olivier Poivre d'Arvor a eu lieu le mardi 11 mars. A cette occasion, les élèves ont pu poser leurs questions sur :

- les thèmes du livre : " Que représente Lawrence d'Arabie pour vous ? "
- les choix d'écriture et le métier d'écrivain : "Comment avez-vous procédé pour écrire à deux ? N'est-ce pas difficile d'écrire " entre frères " ? Comment faites-vous pour transmettre de l'émotion au lecteur ? L'inspiration vient-elle toute seule ? "
- le rapport de l'auteur avec sa maison d'édition : " Avez-vous choisi vous-même la première et la quatrième de couverture ? Pourquoi tant de différences de présentation entre la collection NRF et la collection de poche ? "
- Puis les rôles se sont inversés : afin de préparer le travail à venir, l'écrivain a interrogé les élèves sur leurs expériences d'écriture et de lecture : " Aimez-vous écrire ? Certains d'entre vous tiennent-ils un journal intime ? Aimez-vous lire ? Racontez-moi un livre que vous avez particulièrement apprécié. "
- Olivier Poivre d'Arvor les a alors invités à écrire par deux, pour le prochain rendez-vous, un synopsis présentant une histoire, des personnages et un lieu (de préférence un " ailleurs ").
- La rencontre s'est achevée par une séance de dédicace, suivie d'une interview de l'auteur pour le journal de collège.

...cette aventure a été l'occasion d'entrer dans le monde du livre...

Cette première rencontre n'est pas restée sans écho. En effet, un article a paru dans la *Dépêche du Midi* et une journaliste de *France 5* a filmé cet échange, avec les réactions des élèves, des enseignantes et de l'écrivain. En accord avec la chaîne, le Collège Lalande sera suivi au fil des étapes de cette aventure, au travers de différents reportages diffusés sur le site éducatif de France 5, " Curiosphère2 ". D'autre part, en vue de la publication en mai d'un supplément "Spécial Toulouse", un journaliste de l'hebdomadaire *Le Point* est venu nous interviewer à propos de notre collaboration avec Olivier Poivre d'Arvor. Le collège Lalande a été retenu pour visiter le Salon du livre. Vendredi 14 mars, 10 élèves se sont rendus dans la capitale afin de participer à un débat autour du projet " A l'école des écrivains, des mots partagés " avec plusieurs auteurs (Alexandre Jardin, Frédéric Ferrey, Danielle Sallenave, Daniel Picouly, Olivier Poivre d'Arvor...). Avant cet échange, le public avait pu assister à la projection du reportage sur... le Collège Lalande !

La journée s'est poursuivie par une visite de différents stands, Eudition : comment se fabrique une bande dessinée ? Qui participe à la création d'un manga ? Quelles en sont les difficultés ? Alors qu'ils s'arrêtaient devant des livres numériques, les élèves se sont interrogés sur les avantages et les inconvénients d'un tel produit et une journaliste de *L'Express* a filmé leur débat. Enthousiastes et ravis de ces rencontres enrichissantes, ils ont terminé leur journée par un temps libre qui leur a permis d'acheter des livres, grâce aux chèques cadeaux.

**Entrer dans l'écriture**

De retour au collège, un atelier d'écriture a vu le jour. Pour entrer dans l'écriture, sans imposer les contraintes scolaires habituelles, nous avons réuni nos deux classes et avons commencé la séance par l'écoute de la deuxième symphonie d'Elgar, évoquée à plusieurs reprises dans le roman *Disparaître*. Face à une page entièrement blanche, chaque élève a été invité à recueillir les mots que lui inspirait cette musique. Par groupe de deux, les élèves ont ensuite confronté leurs mots et choisi ceux qui leur plaisaient le mieux. C'est à partir de ces mots qu'ils se sont lancés dans l'écriture d'une histoire : ils ont alors imaginé des textes très variés dans leurs formes comme dans leurs thèmes : un texte poétique sur la pluie, un journal intime évoquant l'exil d'une famille libanaise à Dubaï, le récit d'une amitié remise en cause par le conflit sino-tibétain, une histoire d'amour racontée à deux voix... Pour rassembler ces textes et les relier à l'œuvre *Disparaître*, nous avons parcouru avec les élèves les pages du roman et recueilli des verbes dont les infinitifs pouvaient devenir les titres de leurs récits : " effleurer ", " résister ", " s'épancher ", " pardonner " ... Plusieurs séances ont permis aux élèves de travailler leurs textes, de les améliorer tant sur le fond que sur la forme et

de se livrer à des productions dont la qualité, bien meilleure que celle de leurs rédactions habituelles, nous a agréablement surprises.

La deuxième rencontre avec Olivier Poivre d'Arvor a débuté par une lecture. A tour de rôle, les élèves ont lu les mots que leur avait inspirés la musique, puis leurs textes en cours de création. L'auteur s'est lui-même prêté à l'exercice, en accompagnant quelques élèves dans leur lecture.

Au travers de ces lectures croisées, chaque élève a pu découvrir avec un certain plaisir le fruit du travail de ses camarades.

Des représentants de la *Ligue de l'Enseignement de Haute-Garonne*, présents lors de cette séance de lecture, ont proposé de publier dans leur revue certains de ces textes (lire page 7).

Olivier Poivre d'Arvor a ensuite lancé une séance d'écriture, invitant les élèves à reconstituer leurs groupes et à reprendre leurs textes. Il a ainsi pu consacrer du temps à chaque duo, apportant des conseils, soufflant des idées, rectifiant les trames de certains récits.

**Un travail d'équipe**

La matinée s'est achevée par l'annonce de la publication probable des textes des élèves à un tirage limité. Olivier Poivre d'Arvor a alors demandé aux élèves de réfléchir à un titre pour leur futur recueil, les incitant à trouver un verbe à l'infinitif.

Aujourd'hui, les élèves doivent poursuivre régulièrement leurs séances d'écriture mais aussi participer à l'élaboration d'un " vrai " livre à partir de leurs simples textes : choix d'un titre, rédaction de la quatrième de couverture, composition du recueil, construction de la table des matières, choix d'une préface.

Le 13 mai, Olivier Poivre d'Arvor reviendra au collège. Au menu de cette rencontre : présenter les textes achevés, préparer leur mise en voix en vue de la participation au *Marathon des Mots* et fixer avec l'auteur les détails de la publication du recueil de récits. Cet échange donnera probablement lieu à une réflexion sur les choix, les renoncements et acceptations auxquels chacun doit faire face lors du travail en équipe que nécessite l'édition d'un livre. Ce projet dans lequel les élèves se sont fortement investis leur a permis d'endosser tour à tour le rôle de lecteur et d'écrivain, de mettre en voix leur texte et d'écouter celui des autres, de devenir à la fois éditeur, correcteur et auteur. Ils auront ainsi parcouru avec bonheur, le temps d'une année scolaire, tous les domaines du monde du livre.

**Elise Garat & Delphine Palao** Professeures de français,

(1) <http://www.ladepeche.fr/article/2008/03/12/441670-Litterature-Une-rencontre-et-des-mots-partages.html>  
(2) <http://www.curiosphere.tv/video-documentaire/1-pedagogie/105238-reportage-olivier-poivre-darvor-au-college-lalande>  
(3) [http://blogs.lexpress.fr/salon-livre/2008/03/le\\_numerique\\_na\\_pas\\_la\\_cote.html](http://blogs.lexpress.fr/salon-livre/2008/03/le_numerique_na_pas_la_cote.html)

La forte implication des élèves dans l'atelier d'écriture va se concrétiser par l'élaboration d'un livre. En attendant cet aboutissement, voici quatre récits, fruit du travail et de l'imagination des jeunes...

## Déchirer



**V**ite ! Dépêchez-vous, nous allons être en retard pour prendre l'avion ! ", dit Selim à ses filles. Selma, la plus jeune, attrape son petit sac sous le bras et va auprès de sa mère qui attend dans la voiture. Lilia, quant à elle, prend son journal intime et le met dans son sac. " On ne sait jamais, peut-être qu'il me servira...", se dit-elle, alors qu'Amel embarque dans son sac son livre d'historique.

La famille Meziane enfin prête se rend à l'aéroport de Beyrouth pour fuir son pays. En effet, nous sommes en 2003 et la guerre fait des ravages au Liban. Alors, les Meziane ont préféré quitter leur pays pour se réfugier à Dubaï. Lilia s'est trouvée une occupation, elle tient un journal intime :

" Nous avons pris l'avion pour la première fois, mes sœurs et moi. Dans l'aéroport à Beyrouth, il y avait beaucoup de monde qui tentait de fuir la misère de notre pays.

Durant le vol, Selma n'arrêtait pas de nous lancer des "wahouuuuuu, c'est de la magie, on voit les nuages !" alors qu'Amel était

plongée dans son livre...

Arrivés à Dubaï, nous étions tous émerveillés par la beauté de cette ville ou plutôt de cet émirat, même Amel a quitté son livre pour admirer les gratte-ciel.

Ils sont magnifiques, je n'en ai jamais vus autant et de si jolis... Le ciel est bleu, il fait chaud, il y a des voitures si luxueuses qu'on ne voit même pas à la télé Libanaise. Cela dit, les jeunes que nous avons aperçus ne m'ont pas paru très amicaux...

Nous nous sommes arrêtés pour manger dans un restaurant puis avons commandé la spécialité du lieu. J'ai trouvé que ce n'était pas si différent du Mezza. "

Arrivés dans l'hôtel où ils sont hébergés, ils découvrent que c'est un logement délabré :

" Si tu savais dans quel état étaient les chambres de l'hôtel. Maman Amel et moi avons dû faire le ménage pendant des heures, pendant que Papa découvrirait notre nouveau quartier avec Selma et sa poupée. Après avoir fini le ménage, j'ai supplié Amel pour qu'elle sorte un peu avec moi... "

## S'élançer



Un matin de printemps, à Paris, Joël, un homme de quarante ans sensible et pas très romantique, de forte corpulence, aux cheveux bruns et bouclés, se leva. Comme tous les matins, il déjeuna avec, à ses côtés, ses chaises remplies de tristesse qui l'étouffait de jour en jour depuis dix longues années, remplaçant sa femme qui l'a quitté. Ensuite il partit au travail, une fabrique de stress.

Mais ce jour-là, il rencontra sa terrible amie : la pluie. Lui qui n'aimait pas la ville, cette prison de béton avec ces nuages gris. C'est avec fureur qu'il mit son objet magique : un casque, où la légèreté de la musique mystérieuse d'Elgar le fit s'évader loin, très loin jusqu'en Patagonie. Là-bas, les immeubles sont remplacés par la grandeur des plaines.

Ploc, ploc.

La musique s'arrêta et Joël revint trop vite dans cette grise ville : Paris. Il marcha un long moment la tête basse. La pluie s'écoulait lentement sur lui.

" La pluie s'infiltrait en moi, je suis sous son emprise, elle m'emmène... je ne sais où... en compagnie de cette tristesse qui partage ma vie. "

Il se retrouva sur le pont de son quartier. Pleurait-il ? Ou serait-ce la pluie coulant sur ses joues ? Il regarda un long moment la Seine. C'était comme s'il regardait la mort en face. " Pourquoi la vie est-elle injuste avec moi ? Aujourd'hui je vais mettre fin à toute cette injustice. Adieu !! "

Après cette dernière pensée, Joël s'élança dans les bras de sa pire ennemie : la pluie.

Ploc, ploc, ploc, ploc...

## Résister !



archives départementales de Haute-Garonne

Bonjour, je suis Mathilde Blandin, aujourd'hui cela fait soixante-neuf ans que j'ai perdu mon fiancé, et je vais de cela vous raconter mon histoire.

Tout commença le 22 novembre 1941 - en pleine guerre - dans une petite ferme de Toulouse, dans le Sud de la France. Cela faisait deux ans que je ne dormais plus que d'un œil, me réveillant au moindre crépitement de branches, en espérant le retour de mon fiancé, qui m'avait promis, que dès qu'il reviendrait de la guerre nous nous marierions. Mais cela fait maintenant soixante-neuf ans que j'attends son retour : même si je sais pertinemment qu'il ne reviendra plus, je rêve toujours de son arrivée, et cela depuis ce fameux 22 novembre 1941.

En effet, ce matin-là, vers sept heures du matin, un jeune représentant de l'armée, vint m'annoncer la mort de mon fiancé, en me présentant toutes ses excuses. Puis il me remit une boîte où étaient rangés ses effets personnels, en m'avouant qu'il connaissait bien mon fiancé, et que depuis peu son état moral était critique.

Et il continua à me présenter ses excuses, en ajoutant qu'il savait son intention, mais il pensait que c'était juste une humeur passagère et que le lendemain il n'y pen-

serait plus, comme tous les soldats.

Je restai là, debout sur le palier de ma maison, en me lamentant intérieurement sur mon sort. Mais cela ne le fera pas revenir, il est mort et je ne sais toujours pas pourquoi.

Ce pauvre soldat était jeune, trop jeune pour la guerre. A ce moment-là, je me souviens que j'avais beaucoup de peine mais malgré cette tristesse je ne versai aucune larme devant lui, sans doute par fierté ou je ne sais quoi d'autre.

Ce fut à ce moment-là que je décidai d'entrer dans ce mouvement de révolte, la Résistance, pour venger mon fiancé !

Pendant trois ans, de 1942 à 1945, je cachai une petite fille juive du nom de Sarah. C'était la fille de nos voisins, morts lors de leur arrestation le 10 janvier 1942. Elle était encore jeune, treize ans, elle avait les yeux verts et les cheveux d'un noir de jais !

Quand ce fut la fin de la guerre, nous restâmes proches et elle partit lorsqu'elle eut vingt-deux ans.

Ayant le sentiment d'avoir vengé la mort de mon fiancé à ma manière, je passai mes jours, jusqu'à aujourd'hui, à attendre ma mort, patiemment !

## Songer



Rêver d'aller dans un autre monde blanc avec une corde Sans foule, mais rempli de vent Où la création va crescendo

Emmett, neuf ans neuf mois, en 2052. Petit écolier du futur, ce garçon blond aux yeux gris rêve, toutes les nuits, d'un monde blanc. Il porte un cartable qu'il ne confie à personne et personne ne sait ce qu'il contient. Il le garde toujours sur lui, le conservant comme un trésor. Il aime dessiner, toucher de sa mine ces feuilles vierges. Il a un don, il le cache,

c'est un secret que lui seul connaît.

" Créateur " du vent, il l'anime de ses cordes, montant en crescendo pour faire résonner la musique de ses dessins. L'école est un moyen de s'évader, de poursuivre ce même rêve, ou de manier encore son crayon pour laisser agir ses doigts volant de bout en bout. Son monde, il le connaît bien ; l'école, la foule, la rue, il les parcourt le jour pour s'évader la nuit avec ses rêves, ses dessins, sa musique. Y aura-t-il accès ?

### "Un sentiment de liberté"

Avec leurs camarades de 4<sup>ème</sup>5 et 3<sup>ème</sup>4 du collège Lalande (Toulouse), Aurélie, Estelle, Jordan et Nicolas ont participé (de janvier à mai), à l'atelier d'écriture animé par Olivier Poivre-d'Arvor. Témoignages.

#### ■ Personnellement, que reprenez-vous de cette expérience ?

**Jordan** : C'est la première fois que je rencontre un écrivain et que je participe à un atelier d'écriture. J'ai vraiment apprécié de découvrir le travail de l'auteur. Olivier (Poivre d'Arvor) nous aide, nous conseille, sans rien imposer.

**Nicolas** : J'ai bien aimé la relation qu'Olivier entretient avec les élèves. Cela aurait été intéressant de le voir plus souvent sur les séances d'écriture (il en a animé trois). Cela nous change du quotidien.

**Aurélie** : La rencontre avec l'auteur nous a motivé pour lire son livre *Disparaître* et pour savoir qui se cachait derrière ce roman. Cela nous a donné envie de comprendre le travail de l'écrivain et de partager ses intentions et nos émotions.

**Estelle** : L'intimidation passée, l'auteur a su se mettre à notre portée avec beaucoup de sensibilité. On s'est senti touché et valorisé.

#### ■ Cet atelier a-t-il changé votre façon de percevoir le collège ?

**Aurore** : Avec cet atelier on a vu qu'au collège on pouvait apprendre dans le plaisir et la décontraction. Mais aussi que lire, écrire et se cultiver pouvait nous apporter un sentiment de liberté. Cela nous changeait d'un cours classique, nous n'avions pas de critères imposés, mais davantage de liberté d'expression.

**Estelle** : Je lisais déjà régulièrement, mais je ne pensais pas être capable d'écrire une histoire et d'aller jusqu'à son achèvement.

**Nicolas** : J'ai trouvé que nous étions plus à l'écoute que d'habitude, surtout quand il y avait l'écrivain.

**Jordan** : Je suis fier que notre collège ait été choisi pour cette belle expérience.

#### ■ Ce projet a-t-il modifié votre rapport aux livres et à l'écrit ?

**Estelle** : Depuis la rencontre avec Olivier et le travail en atelier, lorsque je lis, je m'imagine ce qu'a ressenti l'auteur au moment où il a écrit, ses intentions, ses émotions. Et comment il s'y est pris pour les transmettre à travers les mots (vocabulaire, construction des phrases,...).

**Jordan** : Depuis l'atelier, je cherche davantage à comprendre les livres que je lis et suis plus attentif au style et à la construction. Je me suis aussi mis à prendre des notes de lecture et à rédiger des petits textes que m'inspirent ces lectures. D'habitude je suis un peu en panne d'imagination. L'atelier d'écriture à deux voix m'a permis de stimuler mon imagination avec celle d'un camarade et de produire un texte commun.

**Aurore** : Cette expérience m'a conforté dans mon goût pour la lecture et m'a fait prendre conscience que j'étais aussi capable d'écrire des histoires.

**Nicolas** : Cet atelier m'a donné envie d'écrire pour la première fois. Je pensais qu'il fallait faire plein d'études pour écrire un texte convenable. Là, je me suis senti capable. Je trouve important que nos textes soient bientôt édités. et qu'il en reste une trace.

recueilli par M-I Gruel et Ph. R ■

Rendez-vous



■ " Culture, jeunesse, engagement et politiques publiques "

Dans le cadre des Rencontres régionales " Demain en France " (lire encadré) du 31 mai à Decazeville (Aveyron), un débat sera organisé de 10h00 à 11h30 sur le thème " Culture, jeunesse, engagement et politiques publiques ". Il sera animé par un animateur de la Ligue de l'enseignement et s'appuiera sur deux " grands témoins ", Eric Favéy, secrétaire national de la Ligue de l'Enseignement chargé de l'éducation et la culture, et Salah Amokrane responsable du " Takti-collectif " à Toulouse.

■ « Les 16-18 ans en France et en Europe »

C'est l'intitulé du colloque européen que le CNDP organise avec ses partenaires - DGESCO, ACSé, DAIC et DIV - les 16 et 17 octobre prochains à l'université Paris X à Nanterre.

Nous réfléchissons aux contradictions qui persistent entre l'accès au statut d'adulte à 18 ans et la fin de la formation obligatoire à 16 ans qui ne concerne dans les faits qu'une partie des adolescents et révèle des inégalités de traitement entre les jeunes. Ces inégalités provoquent une série de conséquences graves tant sur le plan personnel pour chacun d'entre eux (dépréciation de soi, sentiment d'échec et d'exclusion, souffrances psychiques), que sur le plan social (exclusion et violences possibles). Tous les pays européens sont confrontés à des difficultés analogues et s'interrogent sur les réponses à apporter.

**Programme et inscriptions en ligne en mai sur le site VEI (Ville Education Intégration)**  
<http://www.cndp.fr/vei/>

■ CAMINO : les Rencontres 2008 pour préparer 2009

L'association columérine socio-éducative (ACSE) organise les 28 et 29 juin 2008 à Tournefeuille deux jours de rencontres pour lancer un mouvement populaire !

A tous les citoyens, acteurs associatifs, ceux de l'éducation, du social, de la culture, de l'économie, des alternatives... Deux jours d'échanges, de découvertes, de réflexions... pour imaginer ce que sera la deuxième édition du festival Camino " Agir pour la non violence " en juin 2009.

Les rencontres se dérouleront au Lac des Pêcheurs à Tournefeuille (31) à côté de Toulouse. Un chapiteau sera installé.

Au programme :

- une conférence de Pierre Rabhi ;
- la projection du film " La marche des gueux, la force libératrice de la non-violence " ;
- des ateliers d'échanges
- la signature du manifeste Camino et de la charte du mouvement Terre et Humanisme.

Renseignements sur :

[www.acse.info/camino-rencontres2008.htm](http://www.acse.info/camino-rencontres2008.htm)

L'association *Le Centre des Arts Urbains* offre un espace d'accueil et de création pour les enfants et les ados de *La Faourette*. Reportage.

# La rime au cœur du quartier



...en pleine séance d'écriture...

Sortie du métro Bagatelle, Toulouse. 14h30. Karim Dibane, co-fondateur, animateur, bénévole du *Centre des arts urbains*<sup>1</sup>, m'avait expliqué comment parvenir aux locaux qui abritent l'association : " *c'est facile, tu vas voir deux grosses tours, sur ta gauche et on est derrière* ". Seul petit souci, les tours de béton dans les quartiers populaires sont aussi nombreuses que les commerces de proximité sont rares.

Après dix minutes d'errance j'aperçois Karim qui me reçoit avec le sourire.

Nous pénétrons dans une petite salle exiguë où un groupe de jeunes adolescents est en pleine séance d'écriture. Malgré les rires et les vannes qui fusent, ces apprentis rappeurs sont happés par l'écriture et s'activent à noircir des feuilles blanches.

Les *Microbes* (le blaze du groupe) se présentent et livrent une partie

de leurs motivations " *on fait du rap... les textes on les écrit ensemble et Karim nous aide à trouver des mots... on raconte la vérité. C'est pas pour écrire des trucs sur les grosses voitures et tout ça ...* "

L'échange avec le groupe témoigne que le travail de réflexion initié par Karim porte déjà ses fruits.

15h. La jeunesse ramasse l'amas de feuilles posé sur la table, écoute les dernières recommandations et quitte la salle dans une bonne humeur contagieuse " *hé oui m'sieur, après il y a l'entraînement ...le foot.* "

■ Transmettre et accompagner

Les *Microbes* envolés, je m'installe avec Karim pour en savoir un peu plus sur le *Centre des arts urbains*.

Je perçois chez lui la volonté de transmettre et d'accompagner :

"Grâce à l'association *Dell'Arte*<sup>2</sup>, je me suis formé à l'ensemble des techniques nécessaires à la création et à la production musicale. A partir de là, l'idée de l'asso s'est imposée rapidement "

Les différents ateliers proposés par Karim et Rachida (la co-fondatrice) constituent une nouveauté dans le quartier " *les ateliers de danse hip-hop, les ateliers d'écriture ou la promotion des jeunes artistes, sont rares sur La Faourette... Nous avons donc pris notre courage à deux mains et nous y sommes allés .* "

■ Donner le meilleurs

Curieusement, le fait d'être issu du quartier n'a pas constitué un atout décisif pour mobiliser, les partenaires locaux : " *c'était difficile pour tout... pour obtenir une salle, pour être reconnu, il fallait d'abord faire ses preuves. C'est ce que l'on fait, on prouve.* "

Et cela fonctionne. Les plus jeunes sont assidus et attentifs aux conseils, les plus aguerris ont créé leurs groupes hip-hop : rap, danse, slam... Le groupe *La Relève* s'est déjà produit sur plusieurs scènes toulousaines, tout comme *S.O.S. le slameur*. L'atelier de danse *Mixstyle*, chorégraphié par Rachida a également participé au festival *Cap Dance*.

Chaque atelier répond à des objectifs différents. " *Pour les petits, l'écriture rap est un moyen efficace pour travailler, le vocabulaire, l'orthographe, mais aussi la réflexion et l'imagination. Concernant La Relève, on est beaucoup plus sur des objectifs de production musicale de qualité, pour les*

aider à donner le meilleurs d'eux-mêmes ", précise Karim.

Malgré le manque de moyens et de reconnaissance institutionnelle, ainsi que l'obligation de bénévolat, l'impact du *Centre des arts urbains* dans le quartier est perceptible. " *Je rencontre régulièrement les parents ou les grands frères, ils nous soutiennent et apprécient la qualité de notre travail. Cela a de la valeur pour nous* ", confie Karim.

Autre soutien de taille, celui de Kerry James, rappeur pacificateur et militant qui a participé à un atelier d'écriture avec *la Relève* et qui est, depuis, membre de l'association.

■ Humilité, conviction, et solidarité

Pour le futur et les perspectives d'avenir le *Centre des arts urbains* nourrit de grandes ambitions, qui ne se conjuguent malheureusement pas avec de

grands moyens financiers. " *L'idée c'est de nous développer, mais pas pour faire de l'argent ou pour être reconnus, mais surtout pour nous permettre d'accueillir encore plus de jeunes et de leurs fournir de bonnes conditions de travail* ", conclut Karim.

Humilité, conviction, et solidarité, telles sont les valeurs qui définissent les projets portés (à bout de bras) par le *Centre des arts urbains*. Pour prolonger la découverte, j'invite nos savants lecteurs à parcourir leur Myspace le *Centre des arts urbains*.

Mr Arno ■

(1) contact : karim.dibane@aliceadsl.fr

(2) [www.dellarte.fr](http://www.dellarte.fr)

## Rencontres régionales "Demain en France" "offrir aux jeunes un espace public et politique d'expression"

Le 31 mai à Decazeville (Aveyron) se dérouleront les 2ème rencontres régionales des Chantiers d'expression "Demain en France"<sup>1</sup>. Questions à Myriam Valton, qui coordonne cette manifestation pour la Ligue de l'enseignement.

**Quel est le principe des chantiers d'expression "Demain en France" ?**  
 Il s'agit de tricoter deux dimensions chères à la Ligue de l'enseignement : offrir aux jeunes un espace public et politique d'expression et accompagner une démarche collective de création artistique. En deux mots : " *Dites-nous, dites-leur ce que vous avez à dire et dites-le en chanson, en mouvement... avec votre sensibilité.* "

**Pourquoi avoir initié une telle opération ? A partir de quels constats ?**

Si le rôle d'une marque de jean ou de gel coiffant, c'est de cibler le formidable potentiel que représentent les jeunes consommateurs ; si le rôle des médias, c'est de profiter du formidable potentiel que représentent les jeunes pour l'audimat ... lorsqu'ils brû-



Groupe de rock toulousain et junior association, "Les pingouins dans les champs"

lent des voitures dans les banlieues ; le rôle d'une fédération d'éducation populaire est quant à lui de réaffirmer que la jeunesse est avant tout un formidable potentiel d'humanité et d'avenir, comme toutes les jeunes, elle a le droit de rêver son futur et de faire entendre sa voix. **Quel premier bilan dressez-vous de cette action ?**

Depuis deux ans, le nombre de jeunes (groupes informels, Juniors associations, clubs...), engagés dans les chantiers d'expression en Midi-Pyrénées augmente. Il y en a même qui récidivent... parce qu'ils ont encore des choses à dire !

Les champs artistiques sont très variés : certains ont choisi le théâtre, d'autres la photo, la cal-

graphie, le rap, la vidéo, le slam ou la danse. Les profils des groupes de jeunes sont tout aussi hétéroclites : des garçons, des filles, des ados des villes et des ados des champs. Des quartiers... ou pas..., ils sont tous sensibles, ces jeunes, qui se rencontrent lors des journées régionales. Ils font entendre leur message, découvrent leur diversité et échangent leurs idées autour de la colonne vertébrale qui les réunit : *Demain en France*.

**Quelles perspectives pour ces "chantiers" en Midi-Pyrénées ?**

A moins qu'il n'y ait plus de jeunes en Midi-Pyrénées, à moins qu'ils n'aient plus rien à dire... nous espérons poursuivre les chantiers d'expression en 2009. Les 15 chantiers en cours, portés par 150 jeunes pourraient bien faire des petits... Ces rencontres sont aussi l'occasion, pour les responsables politiques, culturels et associatifs, de venir écouter les jeunes et d'échanger avec eux. Rendez-vous le 31/05/08 à Decazeville!

recueilli par Ph.R ■

(1)Rens. 05.63.66.11.36 ou 05.62.27.91.22

Rendez-vous



■ " Culture, jeunesse, engagement et politiques publiques "

Dans le cadre des Rencontres régionales " Demain en France " (lire encadré) du 31 mai à Decazeville (Aveyron), un débat sera organisé de 10h00 à 11h30 sur le thème " Culture, jeunesse, engagement et politiques publiques ". Il sera animé par un animateur de la Ligue de l'enseignement et s'appuiera sur deux " grands témoins ", Eric Favéy, secrétaire national de la Ligue de l'Enseignement chargé de l'éducation et la culture, et Salah Amokrane responsable du " Takti-collectif " à Toulouse.

■ « Les 16-18 ans en France et en Europe »

C'est l'intitulé du colloque européen que le CNDP organise avec ses partenaires - DGESCO, ACSé, DAIC et DIV - les 16 et 17 octobre prochains à l'université Paris X à Nanterre.

Nous réfléchissons aux contradictions qui persistent entre l'accès au statut d'adulte à 18 ans et la fin de la formation obligatoire à 16 ans qui ne concerne dans les faits qu'une partie des adolescents et révèle des inégalités de traitement entre les jeunes. Ces inégalités provoquent une série de conséquences graves tant sur le plan personnel pour chacun d'entre eux (dépréciation de soi, sentiment d'échec et d'exclusion, souffrances psychiques), que sur le plan social (exclusion et violences possibles). Tous les pays européens sont confrontés à des difficultés analogues et s'interrogent sur les réponses à apporter.

**Programme et inscriptions en ligne en mai sur le site VEI (Ville Education Intégration)**  
<http://www.cndp.fr/vei/>

■ CAMINO : les Rencontres 2008 pour préparer 2009

L'association columérine socio-éducative (ACSE) organise les 28 et 29 juin 2008 à Tournefeuille deux jours de rencontres pour lancer un mouvement populaire !

A tous les citoyens, acteurs associatifs, ceux de l'éducation, du social, de la culture, de l'économie, des alternatives... Deux jours d'échanges, de découvertes, de réflexions...pour imaginer ce que sera la deuxième édition du festival Camino "Agir pour la non violence" en juin 2009.

Les rencontres se dérouleront au Lac des Pêcheurs à Tournefeuille (31) à coté de Toulouse. Un chapiteau sera installé.

Au programme :

- uneconférence de Pierre Rabhi ;
- la projection du film " La marche des gueux, la force libératrice de la non-violence " ;
- des ateliers d'échanges
- la signature du manifeste Camino et de la charte du mouvement Terre et Humanisme.

Renseignements sur :

[www.acse.info/camino-rencontres2008.htm](http://www.acse.info/camino-rencontres2008.htm)

L'association *Le Centre des Arts Urbains* offre un espace d'accueil et de création pour les enfants et les ados de *La Faourette*. Reportage.

## La rime au cœur du quartier



...en pleine séance d'écriture...

Sortie du métro Bagatelle, Toulouse. 14h30. Karim Dibane, co-fondateur, animateur, bénévole du *Centre des arts urbains*<sup>1</sup>, m'avait expliqué comment parvenir aux locaux qui abritent l'association : " *c'est facile, tu vas voir deux grosses tours, sur ta gauche et on est derrière* ". Seul petit souci, les tours de béton dans les quartiers populaires sont aussi nombreuses que les commerces de proximité sont rares.

Après dix minutes d'errance j'aperçois Karim qui me reçoit avec le sourire.

Nous pénétrons dans une petite salle exiguë où un groupe de jeunes adolescents est en pleine séance d'écriture. Malgré les rires et les vannes qui fusent, ces apprentis rappeurs sont happés par l'écriture et s'activent à noircir des feuilles blanches.

Les *Microbes* (le blaze du groupe) se présentent et livrent une partie

de leurs motivations " *on fait du rap... les textes on les écrit ensemble et Karim nous aide à trouver des mots... on raconte la vérité. C'est pas pour écrire des trucs sur les grosses voitures et tout ça ...* "

L'échange avec le groupe témoigne que le travail de réflexion initié par Karim porte déjà ses fruits.

15h. La jeunesse ramasse l'amas de feuilles posé sur la table, écoute les dernières recommandations et quitte la salle dans une bonne humeur contagieuse " *hé oui m'sieur, après il y a l'entraînement ...le foot.* "

■ Transmettre et accompagner

Les *Microbes* envolés, je m'installe avec Karim pour en savoir un peu plus sur le *Centre des arts urbains*.

Je perçois chez lui la volonté de transmettre et d'accompagner :

"Grâce à l'association *Dell'Arte*<sup>2</sup>, je me suis formé à l'ensemble des techniques nécessaires à la création et à la production musicale. A partir de là, l'idée de l'asso s'est imposée rapidement "

Les différents ateliers proposés par Karim et Rachida (la co-fondatrice) constituent une nouveauté dans le quartier " *les ateliers de danse hip-hop, les ateliers d'écriture ou la promotion des jeunes artistes, sont rares sur La Faourette... Nous avons donc pris notre courage à deux mains et nous y sommes allés .* "

■ Donner le meilleurs

Curieusement, le fait d'être issu du quartier n'a pas constitué un atout décisif pour mobiliser, les partenaires locaux : " *c'était difficile pour tout... pour obtenir une salle, pour être reconnu, il fallait d'abord faire ses preuves. C'est ce que l'on fait, on prouve.* "

Et cela fonctionne. Les plus jeunes sont assidus et attentifs aux conseils, les plus aguerris ont créé leurs groupes hip-hop : rap, danse, slam... Le groupe *La Relève* s'est déjà produit sur plusieurs scènes toulousaines, tout comme *S.O.S. le slameur*. L'atelier de danse *Mixstyle*, chorégraphié par Rachida a également participé au festival *Cap Dance*.

Chaque atelier répond à des objectifs différents. " *Pour les petits, l'écriture rap est un moyen efficace pour travailler, le vocabulaire, l'orthographe, mais aussi la réflexion et l'imagination. Concernant La Relève, on est beaucoup plus sur des objectifs de production musicale de qualité, pour les*

aider à donner le meilleurs d'eux-mêmes ", précise Karim.

Malgré le manque de moyens et de reconnaissance institutionnelle, ainsi que l'obligation de bénévolat, l'impact du *Centre des arts urbains* dans le quartier est perceptible. " *Je rencontre régulièrement les parents ou les grands frères, ils nous soutiennent et apprécient la qualité de notre travail. Cela a de la valeur pour nous*", confie Karim.

Autre soutien de taille, celui de Kerry James, rappeur pacificateur et militant qui a participé à un atelier d'écriture avec *la Relève* et qui est, depuis, membre de l'association.

■ Humilité, conviction, et solidarité

Pour le futur et les perspectives d'avenir le *Centre des arts urbains* nourrit de grandes ambitions, qui ne se conjuguent malheureusement pas avec de

grands moyens financiers. " *L'idée c'est de nous développer, mais pas pour faire de l'argent ou pour être reconnus, mais surtout pour nous permettre d'accueillir encore plus de jeunes et de leurs fournir de bonnes conditions de travail* ", conclut Karim.

Humilité, conviction, et solidarité, telles sont les valeurs qui définissent les projets portés (à bout de bras) par le *Centre des arts urbains*. Pour prolonger la découverte, j'invite nos savants lecteurs à parcourir leur Myspace le *Centre des arts urbains*.

Mr Arno ■

(1) contact : karim.dibane@aliceadsl.fr

(2) [www.dellarte.fr](http://www.dellarte.fr)

### Rencontres régionales "Demain en France"

## "offrir aux jeunes un espace public et politique d'expression"

Le 31 mai à Decazeville (Aveyron) se dérouleront les 2ème rencontres régionales des Chantiers d'expression "Demain en France"<sup>1</sup>. Questions à Myriam Valton, qui coordonne cette manifestation pour la Ligue de l'enseignement.

Quel est le principe des chantiers d'expression "Demain en France" ?

Il s'agit de tricoter deux dimensions chères à la Ligue de l'enseignement : offrir aux jeunes un espace public et politique d'expression et accompagner une démarche collective de création artistique. En deux mots : " *Dites-nous, dites-leur ce que vous avez à dire et dites-le en chanson, en mouvement... avec votre sensibilité.* "

Pourquoi avoir initié une telle opération ? A partir de quels constats ?

Si le rôle d'une marque de jean ou de gel coiffant, c'est de cibler le formidable potentiel que représentent les jeunes consommateurs ; si le rôle des médias, c'est de profiter du formidable potentiel que représentent les jeunes pour l'audimat ... lorsqu'ils brû-



Groupe de rock toulousain et junior association, "Les pingouins dans les champs"

lent des voitures dans les banlieues ; le rôle d'une fédération d'éducation populaire est quant à lui de réaffirmer que la jeunesse est avant tout un formidable potentiel d'humanité et d'avenir, ment. Il y en a même qui récidivent... parce qu'ils ont encore des choses à dire !

Les champs artistiques sont très variés : certains ont choisi le théâtre, d'autres la photo, la cal-

Depuis deux ans, le nombre de jeunes (groupes informels, Juniors associations, clubs...), engagés dans les chantiers d'expression en Midi-Pyrénées aug-

ment. Il y en a même qui récidivent... parce qu'ils ont encore des choses à dire ! Les champs artistiques sont très variés : certains ont choisi le théâtre, d'autres la photo, la cal-

graphie, le rap, la vidéo, le slam ou la danse. Les profils des groupes de jeunes sont tout aussi hétéroclites : des garçons, des filles, des ados des villes et des ados des champs. Des quartiers... ou pas..., ils sont tous sensibles, ces jeunes, qui se rencontrent lors des journées régionales. Ils font entendre leur message, découvrent leur diversité et échangent leurs idées autour de la colonne vertébrale qui les réunit : *Demain en France*.

Quelles perspectives pour ces "chantiers" en Midi-Pyrénées ?

A moins qu'il n'y ait plus de jeunes en Midi-Pyrénées, à moins qu'ils n'aient plus rien à dire... nous espérons poursuivre les chantiers d'expression en 2009. Les 15 chantiers en cours, portés par 150 jeunes pourraient bien faire des petits... Ces rencontres sont aussi l'occasion, pour les responsables politiques, culturels et associatifs, de venir écouter les jeunes et d'échanger avec eux. Rendez-vous le 31/05/08 à Decazeville!

recueilli par Ph.R ■

(1)Rens. 05.63.66.11.36 ou 05.62.27.91.22

# Réchauffement climatique : des vérités qui dérangent



Penser, c'est dire non - Alain

En vingt ans, le thème du réchauffement climatique s'est affirmé comme incontournable sur la scène politique et médiatique mondiale. C'est un fait, les températures de la planète ont globalement augmenté entre la fin du XIXème siècle et le tout début du XXIème. Sur les causes de ce réchauffement, la cause a été rapidement et clairement identifiée : l'homme, avec ses activités polluantes - notamment ses émissions de CO2 - en est à l'origine. Il serait même en train de dérégler le climat, risquant de rendre la planète inhabitable d'ici la fin de ce siècle.

## ■ Aiguiser son esprit critique

Les symptômes de ce réchauffement sont vécus ou connus : par exemple, les glaces des deux pôles fondraient à vue d'œil depuis quelques années. Dans les grandes lignes, voici ce que nous servent, la plupart du temps, les grands médias généralistes. Il y aurait un consensus des scientifiques sur la question, et le débat serait clos. Dans ce domaine comme ailleurs,

Internet se révèle être un outil de résistance pour quiconque cherche à aiguiser son esprit critique face à la désinformation médiatique. Depuis quelques années, le combat fait rage entre les tenants de l'orthodoxie et les "sceptiques". Les seconds sont d'ailleurs suspectés d'être à la solde des lobbies pétroliers : remettre en cause le rôle central de la combustion des énergies fossiles dans le réchauffement reviendrait à soutenir l'industrie pétrolière. C'est, intellectuellement, un raccourci quelque peu étonnant du point de vue de la logique pure. Des recherches approfondies sur la toile permettent de trouver des informations fiables qui remettent largement en cause l'idée de consensus.

## ■ Une découverte de taille

Une découverte de taille : le soleil jouerait un rôle beaucoup plus important dans l'évolution récente - et à venir - du climat que ce que le discours dominant laisse entendre. En premier lieu, le réchauffement direct issu de la "brillance" de notre astre suit des cycles décennaux - environ 11 ans. Cette variation courte ne semble

pas avoir une très forte influence sur les températures globales. Cependant, des cycles de 22-23 ans sont également constatés et marquent une forte corrélation avec les hivers froids dans l'hémisphère Nord : 1917, 1940, 1963, 1986... 2009 ? D'autres cycles, plus longs, sont à relier aux périodes de glaciation...

En second lieu, les variations de l'activité du soleil semblent avoir des effets particulièrement efficaces au niveau du climat mondial selon des modalités très peu connues. En effet, une forte activité solaire inhibe la formation de nuages. Si leur rôle dans le climat est encore assez peu connu dans le détail, l'évolution récente de la couverture nuageuse de la planète tend à remettre en cause le rôle central du CO2.

Entre 1980 et 2002, cette couverture a baissé de 5%. Ce chiffre apparemment anodin masque une réalité tangible : la quasi-totalité des nuages renvoie le rayonnement solaire dans l'atmosphère. Si la couverture nuageuse baisse de 5%, le rayonnement solaire mesuré au sol et la chaleur captée par les gaz à effets de serre est plus importante. Or, le soleil a été particulièrement actif depuis les années 40 - avec quelques fluctuations - jusqu'en... 2002.

Cette hypothèse de travail, déjà validée en laboratoire à petite échelle, est suffisamment sérieuse pour que les travaux d'une équipe internationale soient accueillis depuis l'année dernière, au CERN, en Suisse.

## ■ L'influence des courants marins

Enfin, pour en revenir aux symptômes médiatiques, l'extension récente de la banquise antarctique vient de battre, en moins de huit mois, deux records absolus en 30 ans d'observation satellitaire. Il n'a aucune tendance à la baisse sur 30 ans. La banquise arctique,

après avoir atteint un minimum en 2007, semble repartir à la hausse, surtout du côté canadien. Ce qui corrobore la thèse de la forte influence des courants marins. Même si les glaciers continentaux fondent par endroits, le bilan mondial de l'extension de la banquise est à nouveau excédentaire.

## ■ Deux faiblesses ...

Dans ces conditions, il ne peut pas y avoir consensus. Et il est choquant de lire ou d'entendre que serait révisionniste toute institution ou personne qui oserait émettre des doutes sur la pensée unique du réchauffement.

En guise de conclusion, nous n'avons qu'à soulever deux faiblesses de la pensée unique du réchauffement : à ce jour, le rôle du CO2 dans le réchauffement n'est pas expérimentalement prouvé. Et le CO2 ne semble rien pouvoir contre un refroidissement de l'Océan Pacifique tel que celui observé depuis l'année dernière. C'est, d'ailleurs, le deuxième en deux ans.

Emmanuel Robert ■

(1) Notons ici que les températures globales n'augmentent plus depuis début 2002. Elles reculent depuis 2005.

(2) Liste non limitative : [www.climat-sceptique.com](http://www.climat-sceptique.com), [www.pensee-unique.fr](http://www.pensee-unique.fr), <http://wattsupwiththat.wordpress.com>, [www.icecap.us...](http://www.icecap.us...)

(3) Martin Wild, Institut fédéral de technologie, Suisse. Wild M. et al. (2005), From dimming to brightening : decadal changes in solar radiation at Earth surface, Science, 308, 847-850.

(4) L'évolution de l'extension des banquises peut être suivie en temps réel sur <http://arctic.atmos.uiuc.edu/cryosphere/>

(5) Phénomène appelé "La Niña", par opposition à "El Niño", qui réchauffe le globe.

# OGM partout !



Extrait du film "Le Monde selon Monsanto" (lire encadré).

Le lobby agrochimique pro-OGM a gagné. Jean-Louis Borloo s'était pourtant engagé, sur fond de Grenelle de l'environnement il est vrai : "sur les OGM, tout le monde est d'accord : on ne peut pas contrôler la dissémination. Donc on ne va pas prendre le risque." (Le Monde du 21/09/07). Mais notre Ministre de l'environnement et du développement durable voulait peut-être dire : "donc, on ne va pas prendre le risque de se fâcher avec nos amis semenciers pro-OGM."

Au terme d'un débat court-circuité et tendu, l'Assemblée nationale a finalement donné (le 20/05) l'ultime feu vert au projet de loi très controversé sur les OGM, ouvrant la voie à une adoption

définitive du texte par le Sénat (22/05). Contrairement aux promesses de Borloo, Kochiuko-Moriset et Sarkozy, le texte de loi ne garantit pas l'avenir des filières sans OGM et ne protégera pas l'agriculture française de la contamination généralisée.

"Cette loi est mauvaise : pas de définition du sans OGM, pas de protection pour les victimes de contamination. Il s'agit d'un chèque en blanc fait à Monsanto !"

chèque en blanc fait à Monsanto ! Les élus français toument le dos au Grenelle et aux souhaits d'une grande majorité de citoyens ! Nous déplorons que ce texte reste en l'état et nous nous alarmons d'une possible manœuvre de la majorité UMP visant à la suppression à l'Assemblée nationale des seules dispo-

sitions de protection qu'il comporte" dénonce Amaud Apoteker de l'ONG écolo Greenpeace France<sup>1</sup>.

## ■ Pollution OGM au grand jour

Le Sénat a en effet vidé l'amendement du député PC Chassaigne de son contenu. Les OGM vont désormais pouvoir être cultivés partout, y compris dans les régions bénéficiant du label AOC. Ce n'est pas tout. Il sera considéré comme normal qu'ils contaminent d'autres cultures, même les cultures bio

(à hauteur de 0,9%) !

Jusqu'à présent, les semenciers pro-OGM tentaient en toute opacité de mettre le pays devant le fait accompli de la pollution génétique. Ils pourront désormais le faire au grand jour, avec la bénédiction d'une majorité d'élus UMP. Les citoyens-consommateurs français, largement opposés aux OGM dans leur assiette, apprécierons...

Ph.R. ■

(1) <http://www.greenpeace.org/france/>

## S'informer & résister...

L'enquête de la journaliste Marie-Monique Robin "Le monde selon Monsanto" (diffusée le 11/03/08 à 21h sur Arte) est édifiante. Implantée dans quarante-six pays, Monsanto est devenue le leader mondial des OGM, mais aussi l'une des entreprises les plus controversées de l'histoire industrielle. Depuis sa création en 1901, la firme a accumulé des procès en raison de la toxicité de ses produits, mais se présente aujourd'hui comme une entreprise des "sciences de la vie" convertie aux vertus du développement durable. A partir de documents inédits, de témoignages de victimes, de scientifiques et d'hommes politiques, Le monde selon Monsanto reconstitue la genèse d'un empire

industriel qui a grand renfort de menaces, de collusion avec l'administration américaine, de pressions et de tentatives de corruption est devenu le premier semencier du monde, permettant l'extension planétaire des cultures OGM sans aucun contrôle sérieux de leurs effets sur la nature et la santé humaine !

Le site-ressources [combat-monsanto.org](http://combat-monsanto.org), créé par Greenpeace, la Fondation Sciences Citoyennes, Via campesina A.T.T.A.C., Les Amis de la Terre (...) a pour vocation de relayer et de diffuser les informations révélées cette enquête. Il comporte trois entrées principales : "les résistances", "le système Monsanto", "les produits Monsanto".



## L'agriculture est malade : soignons la PAC !

Alors que les "émeutes de la faim" mettent brutalement sur le devant de la scène l'agriculture et l'alimentation, sept organisations (Attac France, les Amis de la Terre, le CRID, le CFSI, la Confédération paysanne, la Fédération Artisans du Monde, Peuples Solidaires...) lancent une vaste campagne de mobilisation pour défendre une agriculture durable et solidaire, au Nord comme au Sud.

L'agriculture est également au cœur de l'actualité européenne en 2008 : la Commission européenne dresse actuellement le bilan de santé de la Politique Agricole Commune (PAC) et la France, qui présidera l'Union Européenne (UE) à partir du 1er juillet prochain, a fait de la préparation de la PAC d'après 2013 l'un de ses dossiers prioritaires.

Lancée le 15 avril, cette campagne d'information et d'interpellation des décideurs français se déroulera jusqu'au 23 septembre 2008, date à laquelle une pétition sera remise au Conseil européen informel des ministres de l'agriculture.

Le site [www.soignonslapac.org](http://www.soignonslapac.org) permet de suivre l'actualité de cette campagne (actions de sensibilisation, réunions publiques...), de se mobiliser en signant la pétition et de s'informer sur l'évolution des discussions autour de la politique agricole européenne.



## Spéculation et crise, ça suffit !

Chômage, précarité, accroissement des inégalités : les salariés et les plus pauvres sont voués à faire les frais soit de la spéculation, soit des nuisances du krach qui s'ensuit.

Fin mars, un collectif d'économistes européens (dont deux toulousains : Geneviève Azam et François Morin) dit stop ! Ils lancent une pétition en faveur d'une maîtrise des flux financiers. Selon eux, la multiplication des crises est liée à la déréglementation financière. Ils demandent donc, l'abrogation de l'article 56 du traité de Lisbonne. "En interdisant toute restriction à ses mouvements, celui-ci offre au capital financier les conditions de son emprise écrasante sur la société", affirme le collectif. Ces économistes (proches de l'association ATTAC) réclament également : "la restriction de la "liberté d'établissement" (art. 48) qui, selon eux, laisse l'opportunité au capital de se rendre là où les conditions lui sont le plus favorables, et permettrait ici aux institutions financières de trouver asile à la City de Londres ou ailleurs."

Pour en savoir plus et/ou signer leur pétition en ligne :

[www.stop-finance.org](http://www.stop-finance.org)

Parutions

**Le guide de l'économie équitable**

Ouvrage collectif, il regroupe les réflexions et suggestions d'auteurs concernés par le commerce équitable et l'ESS, ainsi que des tableaux, des chiffres et un annuaire des principaux acteurs du secteur... Il amorce une réflexion sur " le devenir équitable de l'économie ". Est-il possible de transformer l'économie en un système où la valeur du travail serait davantage reconnue? De changer le statut de la propriété des moyens d'échanges et de production? De démocratiser l'entreprise? D'aller vers une transformation sociale hors du système capitaliste financier et de l'administration étatique? 4 thèmes sont particulièrement approfondis :

- Le Commerce Equitable Nord/Sud : ses pratiques, ses acteurs.
- Une vision de l'économie sociale et solidaire : coopératives, mutuelles et associations.
- Commerce équitable Nord/Nord : quel rôle pour la grande distribution?
- Commerce équitable et mondialisation.

Commander le guide : Fondation Gabriel Péri, 22 rue Brey 75017 Paris.

Formation

**Penser, préparer et s'entraîner à l'action non-violente**

14 et 15 juin 2008 à Colomiers (31). L'action non-violente permet d'agir sur le terrain politique et social pour défendre des valeurs et des droits tout en respectant "l'adversaire". Elle ne s'improvise pas. Elle nécessite une préparation rigoureuse. Cette journée se propose de donner quelques repères théoriques et pratiques.

Formation proposée par le Centre de ressources sur la Non Violence de Midi-Pyrénées, 11 allée de Guérande 31 770 Colomiers Tél. : 05 61 78 66 80 Mail: crnv.midi-pyrenees@wanadoo.fr

Site : www.non-violence-mp.org

Campagne

**La HALDE lance une campagne d'information : Comment louer sans discriminer ?**

La Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) lance une campagne d'information et de sensibilisation en direction des propriétaires et des professionnels de l'immobilier. Un « Guide pratique des professionnels de l'immobilier » et un « Code de bonne conduite pour les propriétaires », tirés à 150 000 exemplaires chacun, aident les professionnels du logement privé à ne pas se mettre en risque vis-à-vis de la loi dans leurs pratiques professionnelles à travers plusieurs mises en situation. Ils préconisent également le comportement à adopter dans les relations avec les différents interlocuteurs.

http://www.halde.fr/Brochures-.html

LOGEMENT. Un projet de coopérative d'habitants pour un habitat citoyen réfléchi et responsable vient d'éclorre à Toulouse.

**Que pousse La Jeune Pousse !**



**L**a Jeune Pousse, association née en janvier 2008 à Toulouse, œuvre à la conception et à la réalisation d'une coopérative d'habitants en centre ville. L'immeuble sera résolument écologique, les appartements privatifs jouxteront des espaces communs (salle polyvalente, chambre d'amis, buanderie...) et le tout avoisinera pistes cyclables et modes de transport doux. Ce collectif réunira entre quinze et vingt foyers au sein d'un immeuble de trois niveaux maximum et si un petit bout de cour pouvait se transformer en potager écologique, cela parachèverait la cohérence du projet puisque les membres fondateurs se sont entre autres rencontrés en AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne). Ce qui n'enlève rien au désir de mixité sociale et générationnelle en sus d'une ouverture sur le quartier car ici, l'écologie est également relationnelle. Les futurs habitants se réunissent chaque semaine dans quatre commissions : Informatique,

Technique, Juridique et Communication afin de faire avancer le "schmilblick". Même si l'idée d'un mode d'habitat alternatif séduit de plus en plus de personnes, dans l'hexagone, tout ou presque reste à faire. A titre d'exemples, le statut juridique de coopérative d'habitants n'existe pas encore et de nombreux freins législatifs entachent le

développement des systèmes d'énergies propres et des matériaux sains ; quant aux pratiques spéculatives du monde de l'immobilier, elles laissent peu de place à des coûts raisonnables, encore moins à une politique de revente éthique.

**Mutualiser**

Pour toutes ces raisons, La Jeune Pousse se rapproche des porteurs de projets similaires afin que tout ce travail de construction, au double sens du terme, soit mutualisé et permette de gagner du temps. Elle a d'ailleurs inclus la charte d'Habicoop (association lyonnaise de promotion des coopératives d'habitants - lire l'encadré) dans ses statuts et participe aux forums de l'économie sociale et solidaire. Par ailleurs, durant la campagne municipale, des contacts ont été

pris avec la liste de Pierre Cohen qui place les éco-quartiers au cœur de son programme logement ; une étroite collaboration avec la mairie de Toulouse sera sans nul doute à même de faire coïncider besoins et opportunités afin d'offrir à ces citoyens responsables un terrain ou un bâtiment à rénover à un prix résolument attractif. Lorsque le gros œuvre aura été érigé par les professionnels, finitions et gestion de la co-propriété reviendront aux habitants qui souhaitent faire de leur lieu de vie un espace d'échanges de compétences et d'apprentissages. Grâce à la multiplication d'initiatives du type Jeune Pousse, nos villes tiendront leurs promesses d'un XXIème siècle de progrès citoyen et d'une union heureuse entre urbanisme et humanisme.

Anna F. ■

**...le statut juridique de coopérative d'habitants n'existe pas encore**

**Charte d'habicoop, première coopérative d'habitants**

Les groupes projets qui souhaitent établir des coopératives d'habitants avec l'appui d'Habicoop et en tant que membres de cette association, ainsi que les individus qui veulent intégrer ces groupes projets, partagent les valeurs suivantes :

- La coopérative d'habitants offre un rapport original au patrimoine : la propriété, collective, est dissociée du droit d'usage.
- La fonction d'habitat et l'intérêt collectif priment sur l'investissement immobilier et l'enrichissement financier.
- La coopérative d'habitants refuse la

spéculation.

- La coopérative d'habitants implique la mutualisation d'espaces et de services qui favorise notamment la solidarité, l'échange et la modération de la consommation.
- Le projet est porté par des futurs habitants lors de sa phase de conception, dans la mesure du possible.
- Dans un esprit de coopération, chaque habitant est responsabilisé au sein d'un système de gestion collective.
- Les décisions entre coopérateurs sont prises démocratiquement selon le principe une personne = une

voix, indépendamment du nombre de parts sociales ou de tout autre critère.

- La coopérative veille à diminuer son empreinte écologique par ses choix architecturaux et techniques, son territoire d'implantation ainsi que son fonctionnement au quotidien.
- La coopérative veille à ne pas exclure les personnes en difficulté, notamment les difficultés financières ne doivent pas être un facteur limitant. Elle se refuse à toute discrimination.
- La coopérative est ouverte sur son quartier et son environnement.

Site : www.habicoop.fr

**La population carcérale a augmenté de 5,4% en 1 an**

La hausse continue. Selon les chiffres fournis par l'administration pénitentiaire les prisons françaises comptaient 63211 détenus au 1er avril 2008. En un an la population carcérale a augmenté de 5,4%. C'est d'ailleurs des engagements de campagne un des seuls à avoir été aussi scrupuleusement respectés. Ni le tassement du nombre de mineurs incarcérés (749 détenus dont 56,5% prévenus) ni même l'augmentation du nombre de personnes sous écrou mais non détenus (3 509, soit plus 39,3% en un an) n'ont de réels effets sur le nombre de détenus qui continue mois après mois à grimper. L'administration pénitentiaire précise par ailleurs que :

- 18 établissements ou quartiers ont une densité supérieure ou égale à 200 %,
- 48 établissements ou quartiers ont une densité supérieure ou égale à 150 et inférieure à 200 %.

Qu'il semble loin le temps où nos parlementaires s'insurgeaient à propos des prisons françaises, considérées comme "la honte de la République"...

**Appel à l'initiative du collectif contre la rétention de sûreté : La rétention de sûreté doit être abolie !**

« Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains et dégradants » (Article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales). Malgré l'opposition de très nombreux professionnels et citoyens, la loi instaurant une « rétention de sûreté » qui permet, après l'exécution de la peine de prison, de prolonger - sans limitation de durée et sans infraction - l'enfermement des personnes considérées comme d'une « particulière dangerosité » est entrée en vigueur. La mise en place d'un tel dispositif relève d'une philosophie de l'enfermement qui refuse à l'homme toute faculté d'amendement. La présomption d'innocence devient secondaire et la justice de sûreté prend le pas sur la justice de responsabilité.

**■ Nous ne pouvons accepter un tel modèle de société !**

- Parce que la rétention de sûreté, comparable dans sa philosophie à la peine de mort, est une peine d'élimination préventive susceptible de graves dérives.



- Parce que la rétention de sûreté ajoute de l'enfermement à la peine de prison, déjà anormalement longue en France au regard des standards européens, et constitue en conséquence un traitement inhumain et dégradant.
- Parce que la rétention de sûreté implique un pronostic arbitraire de la « dangerosité », dont les contours ne peuvent être clairement définis, ni par les psychiatres, ni par les juristes.
- Parce que la rétention de sûreté crée l'illusion du « risque zéro » de récidive par l'exploitation démagogique de la douleur des victimes.
- Parce que la rétention de sûreté

témoigne du renoncement des pouvoirs publics à faire de la prison un temps utile à la prévention de la récidive et à la réinsertion.

- Parce que la rétention de sûreté, malgré l'accomplissement de la peine, n'autorise plus l'oubli du crime, réduisant ainsi la personne à son acte criminel passé avec le risque de l'y enfermer à jamais.
- Parce que la rétention de sûreté est une violence institutionnelle inacceptable qui prive les détenus de tout espoir de liberté.

Pour toutes ces raisons, la rétention de sûreté n'est en aucun cas un instrument de prévention de la récidive et de protection des victimes. Nous appelons tous les professionnels concernés à la résistance contre cette nouvelle disposition répressive, emblématique d'une régression majeure de nos principes. Nous appelons à la mobilisation pour l'abolition de la rétention de sûreté, véritable honte pour la France. Pour signer cet appel : rendez-vous sur le site ■

(1) Signer l'appel du collectif : http://www.contrelaretentiondesurete.fr

Photojournaliste, fin connaisseur du Tibet auquel il a consacré deux ouvrages et une exposition (1), Pierre-Yves Ginet répond à nos questions sur l'occupation chinoise, la culture et la résistance tibétaine ... Interview.

# Tibet : le "jusqu'au-boutisme" est en train de monter



Ngawang Sangdrol, porte-drapeau de la résistance tibétaine. Ici à Paris, le 2 juillet 2003, lors d'une rencontre avec le public.

## Enjeux 31 : Aujourd'hui, quelle est la situation au Tibet?

**P-Y. Ginet** : Difficile à dire, car le pays est bloqué, fermé. On sait néanmoins des choses sûres en ce qui concerne la politique de la Chine au Tibet. D'abord sa volonté de siniser le pays, en noyant les Tibétains sous des arrivées massives de colons. Il y a déjà deux fois plus de Chinois que de Tibétains. Dans les grandes villes de Lhassa ou Golmud, 75 à 80 % de la population est chinoise. On peut parler d'une "noyade ethnique" délibérée, intentionnelle. Car c'est le Tibet qui intéresse beaucoup la Chine, bien plus que les Tibétains. 7 millions d'habitants seulement, mais des ressources gigantesques, en minerais, en pétrole et surtout en eau.

Aujourd'hui, presque la moitié de la population mondiale est alimentée par des fleuves qui prennent naissance sur le plateau tibétain.

## Certains parlent de génocide tibétain. Des éléments de réponse?

Il ne s'agit absolument pas d'un génocide, au sens de massacre systématique et absolu d'une

population prédéfinie. Mais ce qui se passe reste très grave. Aujourd'hui, le gouvernement chinois met en oeuvre un plan de génocide culturel tibétain, avec la destruction du fondement même de son identité, le bouddhisme, qui est bien plus qu'une religion, et qui est rabaisé à un spectacle coloré pour touristes, quand le pays n'est pas fermé.

La langue par exemple : aujourd'hui, on peut parler, et apprendre le tibétain à l'école, mais uniquement au primaire. Au-delà, c'est le chinois qui est obligatoire et imposé. Sous prétexte de mieux éduquer les enfants, les Chinois veulent les couper de leur langue et de leurs racines. La destruction systématique du vieux Lhassa, sous prétexte de faire une ville moderne part du même principe.

## Le Dalaï-Lama de plus en plus critiqué

## Quelle est, quelles sont les résistances aujourd'hui?

Le fer de lance de la résistance tibétaine est constitué par les moines bouddhistes. Mais cela va bien au-delà aujourd'hui. Pourquoi

les moines? D'abord parce que le bouddhisme tibétain est en réalité ce qui fonde l'identité même du Tibet. C'est pour cela que la population soutient très largement les moines. Mais cela va bien au-delà, puisque aujourd'hui, les revendications "religieuses" ne sont pas au premier plan : les chinois ont toujours plus ou moins toléré les monastères bouddhistes. Ce que veut la population, c'est le retour de sa liberté, de son indépendance. Le Dalaï-Lama, qui lui ne parle que d' "autonomie" est de plus en plus critiqué aujourd'hui au Tibet, ce qui était inimaginable il y a encore 10 ans. Car les Tibétains se rendent bien compte qu'il n'y a aucune sincérité à attendre des Chinois. Le "jusqu'au-boutisme" est en train de monter.

Quand ce ne sont pas ces flambées de violence, d'abord dictées par le désespoir d'un peuple qui se sent abandonné de tous, la résistance se manifeste d'abord par des gestes de tous les jours, par un attachement renouvelé aux rites, à la culture : les vêtements, la nourriture, toutes ces "petites choses" qui permettent de refonder leur identité tibétaine.

## Les Tibétains ne sont pas des Chinois

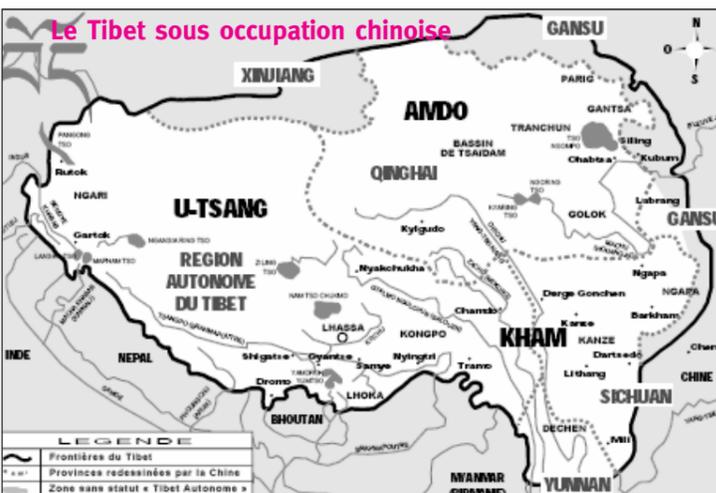
## Que pourrait changer l'organisation des Jeux Olympiques en Chine?

Pas grand chose sûrement... déjà, le pays est fermé jusqu'au mois de septembre, après les Jeux. Ensuite, le pays s'en sert comme d'un magnifique moyen de propagande extérieure. Car le problème du Tibet est indissociable du sort de la démocratie en Chine, il n'en est qu'un des aspects, même s'il a des spécificités. Mais les préoccupations de l'Occident semblent plus proches de la vente de satellites ou d'avions que de se préoccuper sérieusement de l'élimination d'un peuple et de sa culture de la surface de la terre. Contrairement à ce que certains hommes politiques ont pu dire en France, en expliquant qu' "on en faisait trop", les Tibétains ne sont pas des Chinois.

Recueilli par Guillaume Agullo

(1) *Tibet en exil, mythes et réalités*, Ed. Golia, 2000 et *Ladakh, lumières tibétaines*, Ed.Points de Suspension - 1999.

Site: www.pierreyvesginet-photos.com



"...aujourd'hui, les revendications religieuses ne sont pas au premier plan..."

Ce que veut la population, c'est le retour de sa liberté, de son indépendance.

## A lire

La revue Claris n°4 vient de sortir sur le thème de : "La municipalisation des politiques de sécurité". En plein dans l'actualité du moment...!

Claris dresse les premiers bilans critiques sur les politiques de sécurité au niveau municipal, sur la vidéosurveillance, sur la prévention de la délinquance.

A lire d'urgence sur <http://www.claris.org>

## Ressources

### Laïcité et éducation sexuelle

La Ligue de l'enseignement est membre du Groupe national pour l'éducation et l'information sexuelle. Dans ce cadre un Mémento très complet, rédigé à partir des travaux du Dr Philippe Nottin, administrateur de la Ligue, a été mis en ligne sur <http://www.laicite-laligue.org/> Ce document de 67 pages s'adresse aux professionnels pour leur permettre de répondre aux interpellations des jeunes et des adultes, concernant leurs droits et les moyens qui leur sont offerts pour vivre une sexualité heureuse et sans risque. Ces droits sont inscrits dans la loi et doivent être assumés au sein des institutions éducatives, sanitaires et sociales. Construit à partir de questions posées par des jeunes, mineurs et majeurs, sur la sexualité, les violences sexuelles, les infections sexuellement transmissibles ainsi que sur leurs droits à la contraception et à l'IVG. Ce mémento constitue un outil ressource pour les enseignants, les éducateurs, travailleurs sociaux, et personnels de santé.

### Un CD-Rom pour : Prévenir, Sensibiliser, Agir contre les violences faites aux femmes

Si l'égalité de principe entre hommes et femmes s'est affirmée dans tous les domaines au cours des six dernières décennies, en pratique, l'égalité est loin d'être acquise au quotidien et les violences auxquelles sont soumises les femmes en sont un des indicateurs, ainsi que la tolérance sociale à l'égard de ces violences.

Afin de favoriser la prise de conscience et la sensibilisation des acteurs éducatifs à l'importance de ce phénomène et à l'ampleur de ses conséquences, l'association Civisme et Démocratie a conçu un CD-Rom ressource. Cet outil a aussi pour vocation d'aider les éducateurs qui le souhaitent à organiser des actions de prévention contre les violences faites aux femmes. Son contenu :

- Les différentes formes de violence envers les femmes.
- Repérer une situation de violence.
- Sensibiliser pour prévenir (fiches pratiques pour agir avec des groupes).
- Agir en éducateur (comment se positionner, parler aux victimes, aux agresseurs,...).
- Que dit la loi ?
- Ressources (associations, ouvrages, sites, n°téléphones utiles...).

Civisme et Démocratie : [www.cidem.org](http://www.cidem.org)

Egalement disponible à la Ligue de l'enseignement 31 : [prulie@laligue.org](mailto:prulie@laligue.org)

## Billet

# Peut-on réduire le peuple tibétain à un "chef spirituel" ?

Depuis quelque temps, on entend beaucoup parler du Tibet. Les sportifs, les politiques, les sportifs politiques, les politiques sportifs : tout le monde a son mot à dire sur la question. Oh, certes ils ne sont pas tout à fait d'accord : les plus audacieux demandent aux politiques de boycotter la cérémonie d'ouverture, les plus mesurés (lâches ?) proposent aux sportifs de porter un badge dont l'indigence du message doit être proportionnelle à la puissance musculaire de ses concepteurs. Tous ces braves gens étant responsables, aucun ne propose le boycott, et encore moins l'annulation pure et simple, des Jeux Olympiques. Pensez-donc, une si belle manifestation exempte de tout soupçon de nationalisme ou d'intérêt commercial qui a tant fait pour le développement de la fraternité universelle (Berlin 1936, Mexico 1968, Munich

1972, Moscou 1980...).

"...prier à genoux, sur un tapis ou en robe orange"

Dans cette cacophonie, un point fait l'unanimité et ne semble pas devoir être discuté. De droite ou de gauche, sauteur à la perche ou judoka, tous sont d'accord : le Dalaï Lama est le représentant du peuple tibétain. Moi qui croyais qu'il était le chef d'une secte ayant pignon sur rue. Oups, pardon il faut dire une religion. Que Sarkozy et ses affidés fassent cet amalgame, passe encore. Avec eux les choses sont claires depuis longtemps et seuls



les naïfs, vrais ou faux, peuvent encore s'en étonner. Mais que des gens se présentant comme républicains, voire républicains de gauche puissent réduire un peuple à sa supposée religion et reconnaître le chef de celle-ci comme son seul et unique représentant légitime, cela me dépasse. Quelle insulte faite au peuple tibétain que de le réduire ainsi à un "chef spirituel" ! Je croyais qu'un des principes de la laïcité était la séparation du religieux et du politique. Je croyais qu'une des bases du modèle républicain était la laïcité. Las, de renoncement en stratégie foireuse (les ennemis de mes ennemis sont mes

amis) cette définition de la laïcité ne se trouvera bientôt plus que dans les dictionnaires et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se réduira au droit de choisir entre prier à genoux, sur un tapis ou en robe orange.

## Une voix discordante...

Ah ! si, une voix discordante : Jean-Luc Mélenchon (sénateur PS) s'est exprimé sur son blog ([jean-luc-melenchon.fr](http://jean-luc-melenchon.fr)). Trois lignes pour défendre la laïcité et le reste pour une apologie du régime communiste chinois, une lecture révisionniste de l'histoire de la région et une attaque ad hominem contre Robert Ménard. Poussée de nostalgie du maoïsme triomphant à l'approche des 40 ans de Mai 68 ?

François Madoré

REGARD

# De l'image et de la peinture

" L'instant du monde " que Cézanne voulait peindre et qui est depuis longtemps passé, ses toiles continuent de nous le jeter, et sa montagne Sainte-Victoire se fait et se refait d'un bout à l'autre du monde, autrement, mais non moins énergiquement que dans la roche dure au-dessus d'Aix. " Merleau-Ponty, *L'Œil et l'Esprit* (Gallimard, 1985).

L'être humain s'est toujours posé la question de la distance entre la réalité (l'extérieur) et ce qu'il en perçoit, ce qui " s'imprime " dans son cerveau. Ce problème de la perception du monde se pose aujourd'hui avec une singulière acuité, puisqu'un écran d'images s'interpose, plusieurs heures par jour, entre la réalité et nous ; télévision ou ordinateur, nous sommes fascinés, mais aussi cernés par les nouvelles technologies. Nous réduisons de plus en plus notre perception à la seule dimension de l'image.

■ Un lien étrange...

Qu'est-ce qu'un tableau à l'heure d'Internet ? Que peut apporter la peinture face à la multiplication des images ? Et surtout, les tableaux ne sont-ils pas des images parmi d'autres ? Non, répond Gérard Lartigue(1), peintre "transculturel" installé dans un atelier souterrain (mais pas underground !) en plein centre de Toulouse, dont le travail questionne inlassablement les liens entre peinture, image et réalité : " Pour prendre un exemple, le support naturel de la photographie était auparavant le papier. La photo est maintenant devenue essentiellement numérique. Et à partir du moment où l'image s'est dématérialisée, "décollée" de son support, on a commencé à croire que tout ce qui était lié à la vision était également dématérialisé, et donc relevait du domaine conceptuel. Un lien étrange s'est alors créé entre l'image et le concept : tout ce qu'on voit, tout ce qui entre par les yeux a acquis une "essence" d'image. Les tableaux n'ont pas échappé à cette nouvelle façon de voir. "

■ Un tableau est d'abord un objet

On pense désormais qu'il n'y a plus besoin d'être en contact physique avec les choses pour les contempler, qu'il suffit de les voir en photo pour les connaître. À quoi cela sert-il d'aller dans un musée pour se confronter aux toiles ? Ne pourrait-on se contenter de " voir " les œuvres de Van Gogh et de Picasso sur le web ? " En fait, la peinture n'a presque rien à voir avec l'image, poursuit Gérard Lartigue. Elle a bien sûr un côté visuel, mais un tableau est d'abord un objet. Le travail du peintre consiste à imbiber d'huile du coton, du lin ou d'autres fibres naturelles, en créant des épaisseurs apparemment imperceptibles. On perçoit ces couches même si on a la fâcheuse tendan-

ce d'imaginer que la peinture est aussi lisse qu'une image. Et puis il y a les odeurs : une toile qui ne sent rien est inconcevable. " À l'image bidimensionnelle, plate, inventée, répond le tableau, objet présent dans le monde, qu'on ne peut simplement supprimer de son disque dur, qu'il faudrait déchirer ou brûler pour détruire. Un autre élément à prendre en compte pour saisir la différence fondamentale entre peinture et image est le passage du temps. Dans *L'Œil et l'Esprit*, Merleau-Ponty insiste sur l'écart entre peinture et photographie : " La photographie maintient ouverts les instants que la pensée du temps referme aussitôt, elle détruit le dépassement, l'empiètement, la "métamorphose" du temps, que la peinture rend visibles au contraire. " Sur un tableau, le temps laisse ses marques de plusieurs manières. D'abord, nous dit Gérard Lartigue, " la trace des mouvements du pinceau sur la toile est comme un enregistrement du temps que l'artiste a passé à peindre. Et puis, la toile est un objet qui vieillit au travers des siècles : les couleurs se délavent, les huiles s'obscurcissent, les transparences perdent leur éclat, les surfaces se craquelent, des fragments se décollent peu à peu, permettant d'apercevoir les différentes couches de peinture ; la poussière lentement se dépose et s'incruste... " Ce tableau qui me fait face aujourd'hui ne sera plus le même demain. Enfin, quand j'arrive au musée et que je contemple une œuvre d'art, je suis conscient de tous les regards qui ont précédé le mien, qui ont laissé leur trace dans l'histoire du tableau.

■ Nous réduisons de plus en plus notre perception à la seule dimension de l'image.

■ Un pont entre la réalité et notre perception

Pour toutes ces raisons, un tableau est unique ; deux tableaux identiques ne peuvent pas exister. Les facteurs matériels constitutifs d'une toile sont trop nombreux pour qu'on puisse la refaire à l'identique. Une reproduction, dans le meilleur des cas, est aussi semblable à l'original que le sont deux clones, porteurs de la même information génétique mais irrémédiablement distincts.



*Paradigmes nocturnes, 2007, tableau de Gérard Lartigue. Deux images de nuit du Pont-Neuf à Toulouse. Dialogue entre la photographie et la peinture. En haut, illusion du jour, travaillée à partir d'une photographie en négatif.*

Le tableau est objet avant d'être image. " L'image est un élément en deux dimensions qui doit, à un moment ou un autre, se poser sur une surface, explique Gérard Lartigue. Elle dépend du papier, de l'écran, de la rétine, donc de la lumière pour exister. Un tableau ne cesse pas d'exister s'il est plongé dans l'obscurité ; on peut sentir la rugosité de sa surface, son odeur, son poids. L'image peut être un ingrédient du tableau mais qui a peu d'importance dans l'ensemble. Le côté visuel du tableau ne saurait se limiter à une image. "

Mais alors, qu'est-ce que la peinture ? Elle serait plutôt un pont entre la réalité et notre perception. La peinture nous permet l'accès à la réalité grâce à une codification propre à chaque peintre. Le langage de Gérard Lartigue est à plusieurs niveaux. Il brouille les pistes en se servant de nos habitudes de vision pour mieux les détourner : les photographies retouchées à l'ordinateur utilisées dans ses toiles ne sont là que pour mieux mettre en lumière l'huile et l'acrylique. Beaucoup de figuratif, des couleurs ardentes et mélancoliques... il y aurait beaucoup à dire. L'artiste nous montre en tout cas un chemin possible vers une sensorialité que l'usage intensif des écrans a rendu malaisée.

Jeanne Perry ■ chroniqueuse littéraire <http://bibliobs.nouvelobs.com/> [blog/livres-en-tete](http://blog/livres-en-tete)

(1) Découvrez Gérard Lartigue, artiste peintre sur son site : <http://pagesperso-orange.fr/ger.lartigue/>

# Débat

■ Sauvegarder la laïcité de la république : c'est l'affaire de tous !

Vendredi 30 mai 2008, 20h45 à l'Espace Clément Marot de Cahors (place Bessières).  
Conférence débat avec :  
Christian Déméautis (Libre Pensée) : "la laïcité, valeur universelle" ;  
Anicet Le Pors (Ancien Ministre) : "Laïcité et citoyenneté" ;  
Aline Louangvannasy (CGT Educ'action) ;  
Pierre Tournemire (Ligue de l'Enseignement) : " Histoire et actualité de la laïcité".

# Rencontres

■ le 30 mai aux CEMEA, 51 rue des Amidonniers (Toulouse).  
Rencontre départementale Lecture, organisée par la JPA 31

Cette journée vise à :  
- échanger à partir d'expériences de terrain, favoriser la réflexion pédagogique ;  
- favoriser le partenariat entre structures éducatives et structures de lecture publique  
Elle s'adresse aux équipes de direction et d'animation de CLAE, CLSH, séjours de vacances, lieux d'accueil de jeunes, structures d'accompagnement à la scolarité, aux associations de Jeunesse et Education Populaire, aux acteurs des politiques éducatives locales et de la politique de la ville, aux personnels des bibliothèques médiathèques et autres professionnels du livre, aux divers partenaires institutionnels concernés par la lecture.

Inscriptions avant le 21 mai 2008 à la JPA 31 :  
Tel 05 34 60 36 21 Fax 05 61 40 29 97  
Courriel : [jeunesseaupleinair.31@wanadoo.fr](mailto:jeunesseaupleinair.31@wanadoo.fr)

# Festival

■ « Les petites lanternes magiques »  
du 2 au 7 juin 2008 au cinéma Utopia (Tournefeuille)

3e édition du festival « Les petites lanternes magiques », organisé par le GRAPE (Groupe de Recherche et d'Action Pédagogique et Educative) au cinéma UTOPIA Tournefeuille. Ce rendez-vous est l'occasion pour tous les écoliers et collégiens ayant réalisé dans le cadre scolaire un film d'animation de le faire découvrir à un large public sur grand écran. [www.inattendu.org](http://www.inattendu.org)

# Concert Solidaire